

Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[1 893 223]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	7 238 116 539 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Data are provided by the law "On budget 2020".



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[15 431]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[13 716]

NA

Commentaires The data provided by the Central Statistical Bureau.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Q1, Q3, Q4 - Data on Central Statistical Bureau web page, www.csp.gov.lv
Q2 - Law on State Budget 2020

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous

ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	71 517 600 [] NA [] NAP	70 915 571 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	54 614 541 [] NA [] NAP	54 097 482 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	2 631 038 [] NA [] NAP	2 606 355 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	997 886 [] NA [] NAP	991 750 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	1 633 152 [] NA [] NAP	1 614 605 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	1 733 919 [] NA [] NAP	1 732 539 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	11 610 201 [] NA [] NAP	11 597 542 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	67 817 [] NA [] NAP	58 242 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	860 084 [] NA [] NAP	823 411 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : As regards the point 6. - annual public budget allocated to training - according to the Explanatory note, there should not be indicated the budget allocated for training institutions, which is indicated in question nr.131-0. In previous cycles, we have indicated the amount for trainings with budget allocated to training institutions, but in year 2020, we have excluded this amount from this point. Comment for Supreme Court - expenses for communication services, administrative expenses - 107409 EUR (implemented 80141 EUR), equipment and hardware rent and lease -2150 EUR (implemented 1439 EUR), stocks, fuel, inventory, office supplies - 84243 EUR (execution 81728 EUR).

Comment for other costs - Comment for point 2. - The increase in the IT budget is related to the COVID pandemic, as additional video conferencing equipment and laptops were purchased in order to ensure work in remote format. Comment for point 3. - The budget for justice expenses were reduced during Covid pandemic, because there were reduction in such as positions, for example, as procedural expenses, postal expenses, witness expenses. Other expenses: comment for district (city) and regional courts - administrative expenses 107,870 €; benefit for relatives due to the death of an employee 9765 €; compensations based on the rulings of the Latvian courts, the Court of Justice of the European Union, the European Court of Human Rights € 6,440; vehicle rental, maintenance, fuel 118 195 €; tax payments € 3096; inventory, furniture, archive systems, judges' robes and badges 414 737 €. The budget for other expenses was reduced

during Covid pandemic, because most of the activities were introduced in remote format.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : According to the Civil Procedure Law Section 43 the following persons shall be exempt from the payment of court expenses in the State income, for example: plaintiffs - in claims regarding the recovery of remuneration for work and other claims of employees arising from legal employment relations or related to such; plaintiffs - in claims arising from personal injuries that have resulted in mutilation or other damage to health, or the death of a person; plaintiffs - in claims regarding the recovery of child maintenance or parent support, as well as in claims regarding the determination of paternity, if the action is brought concurrently with the claim regarding the recovery of child maintenance; plaintiffs - in claims regarding compensation for financial losses and moral damages resulting from criminal offences; public prosecutors, the State or local government institutions to which the right to defend the rights and lawful interests of other persons in court has been granted by law; applicants - in cases regarding restricting the capacity to act of a person due to mental disorders or other health disorders, revision of the restriction of capacity to act, or restoration of capacity to act; administrators - in actions brought for the benefit of such person for whom insolvency proceedings of a legal person and insolvency proceedings of a natural person have been declared, if these persons are a participant or victim of the relevant legal transaction or wrongful act in relation to which an action has been brought; creditors - in enforcement cases regarding recoveries for payment into State revenues; tax (fee) administration - in applications of cases regarding insolvency proceedings of a legal person; applicants - for provisional protection against violence; applicants - for the approval of adoption, as well as a court or a judge, upon consideration of the material situation of a natural person, shall exempt him or her partly or fully from the payment of court expenses in the State income, as well as postpone the adjudged payment of court expenses in the State income, or divide the payment thereof into instalments.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees are calculated according to the Civil Procedure Law Article 34 and Administrative Procedure Law Article 124.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[355]

[] NA

[] NAP

Commentaires For claims assessable as a monetary amount from EUR 2135 to EUR 7114 - EUR 320 plus 4 per cent of the amount claimed exceeding EUR 2134.

$320 \text{ €} + (3000 \text{ €} - 2134 \text{ €}) \times 4 \% = 320 \text{ €} + 34,64 \text{ €} = 354,64 \text{ €}.$

For an application for an undisputed enforcement or for an application for the compulsory enforcement of obligations according to the warning procedures - 2 per cent of the amount of the debt.

$2 \% \text{ from } 3000 \text{ €} = 60 \text{ €}.$

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[13 075 631]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	1 991 722 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires State budget for state ensured legal aid is a common state budget position managed by the Legal Aid Administration. Every year the administration prepares the total request for the state budget resources based on the relevant data and calculations. The request shall be based on: the state budget resources spent by the administration in the previous year, classified by category of case, and forecasts related to changes in legislation, number of cases in court and the social situation of the population (number of low-income and needy persons). This is summed up. Therefore, it is possible to provide information only on the allocated total amount of state budget and implemented budget according to the categories of cases.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	1 671 322 [] NA [] NAP	1 560 132 [] NA [] NAP	111 190 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	35 924 143 [] NA [] NAP	34 357 696 [] NA [] NAP

13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	59 344 [] NA [] NAP	59 344 [] NA [] NAP
--	-----------------------------	-----------------------------

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

1. The cost of reimbursement was EUR 23 492 less due to the absence of 2 new posts.
2. Expenditure on goods and services of less than EUR 1 254 277, of which EUR 1 191 298 was not exhausted (used) because the original planned repairs were not carried out in the General Prosecutor's Office building on Kalpaka Boulevard 6 in 2020.
3. Capital expenditure was not fully absorbed at EUR 288 678.
4. Taking into account that raising the qualification of prosecutors is one of the priorities of the Prosecutor's Office, additional training measures and, accordingly, increased budgetary resources are envisaged.

On 1 January 2019, the Law "Amendments to the Law on Remuneration of Officials and Employees of State and Local Government Authorities" entered into force, by which there was prescribed a significantly higher remuneration for prosecutors. Consequently, the budget allocated to the Prosecution Office in 2020 is higher than in 2018.

"Annual public budget allocated to training of public prosecution services": The Prosecution Office is financed from the State budget, then, taking into account the additional State budget funding allocated to the Prosecution Office for 2020, it was possible to increase the funding for the training of prosecutors.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : Preparation of the total court budget – The President of court submit requests to the Court Administration for material and technical provision of activities of the court institution. Court Administration when preparing the budget proposal takes into account the court proposals.

Management and allocation of the budget among the courts - Supreme court manages the budget within the Supreme court, but not allocations the budget among the district (city) and regional courts. 1) Preparation of the total court budget: Ministry of Finances, Court Administration; 2) Adoption/approval of the total court budget: Cabinet of Ministers; 3) Management and allocation of the budget among the courts: Court Administration; 4) Evaluation of the use of the budget at a national level: State Audit Office.

Comment for High Judicial Council - According to the Law on Judicial Power, the Judicial Council provides an opinion about the budget application in respect of courts and Supreme Court.

Evaluation of the use of the budget at a national level - The Court Administration prepares a report on the implementation of the state budget and submits it to the Ministry of Justice. The Ministry of Justice submits the consolidated report of the justice sector to the Ministry of Finance. The Cabinet of Ministers submits to the Parliament an annual report on the execution of the state budget and on local government budgets together with the opinion of the State Audit Office. Also, the Minister of Finance informs the Saeima Budget and Finance (Tax) Commission during the annual state budget draft law or its amendment development process about the state budget planning, as well as at least once a quarter - about the state budget execution. The situation has not changed compared to previous evaluation cycles. However, the answers provided in 2020 reflect a more accurate picture of the situation.

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[]	[]
Evaluation des besoins particuliers	[]	[]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[X]	[X]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]
Nombre d'affaires terminées	[X]	[X]
Autre	[X]	[X]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : When allocating expenses to district (city) courts and regional courts for the purchase of maintenance materials and goods for institutions, the area of court premises is taken into account.

State budget funding allocated to district (city) courts and regional courts is not distributed between courts, except for funding for monthly salaries of court staff (number of employees by position and planned monthly salary), allowances (number of incoming and outgoing cases), stationery, office paper, forms and envelopes (number of judges and employees, reviewed cases) and for the purchase of maintenance materials and goods of institutions (number of judges and employees, reviewed cases, area of court premises).

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget

Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : Other - Court administration of Latvia

Court President submits his or her proposals to the Court Administration within the budget preparation process.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Court Administration, Legal Aid Administration, Prosecutor General Office

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	301 833 651 [] NA [] NAP	292 704 077 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP

Ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
------------------	---

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de probation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour constitutionnelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de gestion du système judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'avocat d'Etat	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'expertise légale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Since 2019 in cases when the recovery must be carried out for the benefit of a victim - natural person in relation to a satisfied application for compensation of harm in a criminal case and it is not enough with the amount recovered from the debtor in order to cover expenses for enforcement of judgment, remuneration for work according to the tariff and expenses necessary for the performance of enforcement activities in the non-covered part are covered for the bailiff from the funds from the State budget in accordance with the procedures stipulated by the Cabinet (section 567, Paragraph 4.1 of the Civil Procedure Law, which entered into force on 1 January 2019 and applies to enforcement cases started after this date). There is no fixed annual budget for this purpose. When necessary (at the request of a sworn bailiff in each individual enforcement case), the Ministry of Justice requests funding accordingly. Related legislation: Civil Procedure Law - <https://likumi.lv/ta/en/en/id/50500-civil-procedure-law>, regulations of Minister Cabinet - <https://likumi.lv/ta/id/304648-kartiba-kada-no-valsts-budzeta-lidzekliem-sedz-sprieduma-izpildes-izdevumus-izpildu-lieta-par-cietusajam-nodarita-kaitejuma> (available only in Latvian).

The Ministry of Justice in collaboration with the Council of Certified Mediators, has implemented project “State co-financed family mediation”. In order to ensure the availability of mediation with the conditions of the project in 2020 and also in the following years and to make it easier for the Ministry of Justice to attract the necessary funding for its implementation, an amendment has been made to the Mediation Law (came into force on 1 January, 2020). The Mediation Law strengthens the permanent function of the Ministry of Justice to implement measures aimed at resolving disputes related to the rights and interests of the child through mediation within the framework of budget. The existing funding is 60 000 €. and within the framework of 2021 allows to provide mediation services in accordance with the project conditions in a total of 400 disputes.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : 15.1. - Ministry of Justice, General Prosecutor Office, Supreme Court
15.2., 15.3. - Ministry of Justice

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- On Judicial Power:
The work of a district (city) court institution shall be managed by the President concurrently with the fulfilment of the duties of a judge. The President of a district (city) court shall: 1) act with financial and other resources transferred to a court institution; 2) determine professional duties for court employees and Deputy President; 3) determine duties of judges in relation to efficient functioning of a court institution (for example, cooperation with foreign courts and other authorities, compilation of practice, provision of opinions, participation in development of draft laws and regulations, provision of references to the Judicial Qualification Committee); 4) be responsible for the allocation of cases and other duties among judges; 41) shall organise the work of the court; 42) shall promote uniform court practice in the court, organise discussions regarding application of current laws and regulations and analysing of the court practice; 43) shall ensure the openness of the work of the court; 44) shall supervise the work quality of court employees and the conformity with the standards of servicing visitors in the court; 45) shall promote the conformity with the professional ethics norms and uniform perception thereof in the court; 5) submit requests to the Court Administration for material and technical provision of activities of the court institution; 6) be responsible for legal and useful use of resources; 7) organise the annual appraisals of court employees; 8) according to a decision of the President of a regional court, appoint a judge for the fulfilment of the

duties of an investigating judge for a time period of up to three years; 9) according to a decision of the President of a regional court, appoint a judge who will decide on the approval for the acquisition of the data to be preserved from the electronic communications merchants in accordance with the Operational Activities Law. The President of a district (city) court may: 1) verify the conformity with the procedural time periods in cases that are under judicial proceedings of a judge, and also the conformity of the settlement of matters with the requirements of laws and regulations, including the provisions of court proceedings; 2) request a judge to provide an explanation for the work organisation of the judge and other issues within the competence stipulated in this Section; 3) issue orders to a judge which are related to work organisation of the judge for fulfilment of professional duties; 4) suggest to the Judicial Qualification Board the performance of extraordinary assessment of the professional activities of a judge of a district (city) court. The circumstances of the professional activities of the judge that have been established by the President and that are related to essential deficiencies in work organisation or insufficient professional knowledge of the judge which is an obstacle for qualitative course of judicial proceedings shall be indicated in the proposal. If a judge does not perform the necessary procedural activities without a justified reason in order to ensure the examination of a case within a reasonable time period, and also in cases when the time period planned by the judge does not ensure the examination of a case within a reasonable time period, the President of the court may: 1) assign the judge to determine a corresponding time period in which the relevant procedural activity must be performed, taking into account the circumstances of the case; 2) redistribute cases to judges according to the plan for the distribution of cases (Section 33). In a district (city) court with more than ten judges, the President may have one or several deputies. The Deputy President may concurrently be the Chairperson of a courthouse.

The work of a regional court institution shall be managed by a President concurrently with the fulfilment of the judge duties. In addition to the duties of the President of a district (city) court, the President of a regional court: 1) shall determine such district (city) courts in the territory of operation of the relevant regional court where an investigating judge must be appointed, and also the work schedule of investigating judges in the territory of operation of the regional court; 2) shall determine a district (city) court in the territory of operation of the relevant regional court where a judge who will decide on the approval for the acquisition of the data to be preserved from the electronic communications merchants in accordance with the Operational Activities Law must be appointed; 3) may suggest to the Judicial Qualification Board the performance of extraordinary assessment of the professional activities of a judge of a district (city) court or a judge of a regional court. The circumstances of the professional activities of the judge that have been established by the President and that are related to essential deficiencies in work organisation or insufficient professional knowledge of the judge which is an obstacle for qualitative course of judicial proceedings shall be indicated in the proposal.

The President of a regional court shall have Deputy Presidents who shall concurrently also fulfil the duties of a Chairperson of a court collegium. A Deputy President may also concurrently be the Chairperson of a courthouse of the regional court.

If a regional court has more than fifty judges, the President of the regional court may have a deputy who does not concurrently fulfil the duties of a Chairperson of a court collegium.

The Ministry of Justice is the leading State administration institution in the administration of courts. The Ministry of Justice shall: 1) issue internal regulations regarding organisational management issues of district (city) courts, regional courts; 2) request from district (city) courts, regional courts information which it needs for the performance of the functions laid down in laws and regulations; 3) handle organisational management of district (city) courts, regional courts; 4) perform inspections in district (city) courts, regional courts.

The Court Administration is an institution of direct administration subordinate to the Minister for Justice which organises and ensures the administrative work of district (city) courts, regional courts. The Court Administration shall: 1) deal with the personnel files of judges, courts; 2) ensure the work of the commission for the selection of candidates for the office of a judge; 3) prepare documents and take measures connected with the appointment of judges and their approval to the office, and also their suspension, dismissal, and removal from the office; 4) issue or prepare (if the replacement of a judge is to be determined in the case referred to in Section 74 of this Law) orders on vacations, business trips and training of judges; 5) prepare lists of offices of judges and approve the lists of offices of court employees; 6) approve court employees job descriptions; 7) upon co-ordination with the President, hire and dismiss court employees, issue orders on vacations, business trips and training of employees;

8) plan and ensure training of judges, court employees; 9) request from courts the necessary data and from the employees thereof - explanations; 10) ensure that a judge becomes acquainted with the files of a disciplinary case, and also send the files of a disciplinary case to the Judicial Disciplinary Committee; 11) impose disciplinary sanctions on court employees for the established employment discipline violations; 12) fulfil the duties of the manager and holder of the State unified computerised Land Registry and distribute the

information entered in the State information system of court institutions; 12) compile statistical data from courts on their work, analyse the compiled data and provide proposals for the changes needed in statistical reports; 13) act with budget resources of courts; 14) plan income and expenditure resources of courts, and also analyse economic indicators; 15) prepare draft budgetary request for the provision of work of courts; 16) ensure targeted and efficient use of State budget resources; 17) provide materials and technical resources to courts; 18) in cooperation with valsts akciju sabiedrība "Tiesu namu aentra" [State stock company the Courthouse Agency], provide courts with working premises and the information and communication technology infrastructure; 19) once a year, provide a report to the Judicial Council on its work; 20) issue internal regulations regarding organisation of the administrative and economic work of district (city) courts, regional courts, and also carry out inspections; 21) ensure safety in the district (city) courts and regional courts. The Cabinet shall determine the essential safety requirements.

The Minister for Justice shall: 1) require explanations from judges; 2) order the Court Administration to perform an audit of district (city) courts, regional courts, if necessary, by involving the judges the Supreme Court and judges of regional courts, after coordination with the President concerned; 3) initiate disciplinary cases against judges; 4) supervise the fulfilment of the duties of the Presidents of regional courts and district (city) courts and their deputies, and also Chairpersons of courthouses of regional courts and district (city) courts, including may request an explanation on issues which are related to the work management of a court, courthouse.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Prosecutor's Office is a unified, centralized system of three-level structural units headed by the Prosecutor General. The Prosecutor's Office consists of the Prosecutor General's Office, the District Prosecutor's Offices, the District (City) Prosecutor's Offices and the Specialized Prosecutor's Offices, as well as the Office of the Administrative Director, headed by the Administrative Director and established by the Prosecutor General. Pursuant to the Law on the Prosecutor's Office, the Prosecutor General manages and controls the activities of the Prosecutor's Office, determines its internal structure and staff in accordance with the allocated state budget funds, as well as directly manages the work of prosecutors of the Prosecutor General's Office. The departments and divisions of the General Prosecutor's Office are headed by the chief prosecutors of the departments and divisions. The chief prosecutors of the departments also control the specific direction of activity in all structural units of the prosecutor's office. The chief prosecutors of the court district prosecutor's office manage the work of the district prosecutors and control the activities of the district (city) prosecutor's office in the territory of the district. The work of district (city) prosecutors is managed by the chief prosecutors of district (city) prosecutor's offices. Chief prosecutors are appointed by the Prosecutor General for a term of five years, following the opinion of the Prosecutors' Attestation Commission. The specialized branch prosecutor's offices have the status of district and court district prosecutor's offices and are headed by chief prosecutors.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire



016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- In a Constitutional Court process, civil matters and certain administrative matters, the state ensured legal aid is available to a person*, who:

- 1) has obtained the status of a low-income or needy person;
- 2) suddenly finds itself in a situation and material condition which prevents from ensuring its rights (acts of God, force majeure or other reasons that cannot be affected by the person);
- 3) is fully dependent on the state or municipality.

The partial state ensured legal aid in lawyer's civil matters of certain type (in cases falling within the jurisdiction of the Economic court, in cases arising from obligation rights, if the amount of claim exceeds EUR 150 000, and in cases regarding the protection of a trade secret against illegal acquisition, use and disclosure) is available to persons:

- whose income level does not exceed the national minimum monthly wage;
- whose property condition is appropriate for receiving the legal aid.

A whistle-blower can receive the state ensured legal aid under cases laid down in the State Legal Aid Law without assessing his or her property (as of 1 May 2019).

The state ensured legal aid is available to a citizen of Latvia, a non-citizen of Latvia, a stateless person, a European Union citizen who is not a citizen of the Republic of Latvia, but resides legally in the Republic of Latvia, a third-country national (including a refugee and a person who has been granted the alternative status in the Republic of Latvia) who is not a citizen of a European Union Member State, if he or she legally resides in the Republic of Latvia and has received a permanent residence permit.

The Legal Aid Administration provides legal aid:

- 1) in civil matters (except where the case is connected with customs or tax matters, it relates to a claim on infringement of honour and dignity, it relates to a claim which is directly related to the person's business activities or the commercial activities or independent professional activities etc.);
- 2) in administrative matters:
 - 2.1) within appeal of orphans' court decision on the protection of child's rights and legal interests;
 - 2.2) in appeal procedures within asylum granting process;
 - 2.3) within appeal of a decision on contested departure order or decision on contested decision on deportation;
 - 2.4) in administrative matters in court, where the court (the judge) has decided on granting of the state ensured legal aid pursuant to the case complexity and financial situation of the natural person;
- 3) In the Constitutional Court proceedings to a person, based on whose constitutional complaint the Constitutional Court has made a decision on refusal to initiate the case by justifying this decision only with the absence of legal grounds or its obvious lack for the claim satisfaction.

In criminal proceedings – for provision defence and representation persons address the person directing the proceedings (investigator, public prosecutor or judge) in cases and under procedure laid down in the Criminal Procedure Law.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- Oui
- Non
- NAP

Si oui, veuillez préciser : Answer for Q18 is "No", but in the Republic of Latvia there is another mechanism how persons receive support at the enforcement of judicial decisions stage – a legal framework that provides for exemptions from the payment of enforcement of the judgment expenditures on the basis of law and in addition sworn bailiffs right to reduce the remuneration fees in another cases.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : We can indicate that additional persons are exempted, for example, from expertise, interpreters and travel expenses (in cross border disputes). If the legal aid is provided outside the place of practice of the provider of legal aid, his or her travelling (transport) expenses and hotel (accommodation) expenses also shall be covered from the State budget. In questions 16-18 it is indicated that the state provides representation in court and legal advice, but in Latvia it is provided and paid also for preparation of procedural documents in all types of cases and in criminal cases for representation in the pre-trial criminal proceedings.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Legal Aid Administration is the competent authority of providing the State ensured legal aid in a Constitutional Court process, in civil matters and certain types of administrative cases. In 2020 the Legal Aid Administration received 1146 applications for request of State ensured legal aid in a Constitutional Court process, in civil matters and certain types of administrative cases, decisions on ensuring legal aid were adopted in 847 cases, legal aid was ensured in 54 asylum and return cases. It must be noted that one case can last for several years, depending on the duration of proceedings, consequently, in a given year the Legal Aid Administration shall provide the legal aid both in cases undertaken in the previous years and new cases. The advocate shall provide the State ensured legal aid in criminal proceedings upon a request from the person directing the criminal proceedings to the senior of the

sworn advocates or in urgent in conformity with the schedule of the advocates on duty compiled by the elder of the sworn advocates. In these cases, the Legal Aid Administration shall perform payments to an advocate regarding the legal assistance provided. According to the data available to the Legal Aid Administration legal aid was provided in approximately 7286 criminal proceedings. Legal Aid Administration alone cannot select data on legal aid in cases existing directly in proceedings.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	21 [] NA [] NAP
Durée moyenne réelle	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : An agreement with an advocate regarding defence shall be entered into by the person him or herself or other persons in the interests thereof. If a person, who has the right to defence, has not entered into an agreement regarding defence, but the participation of a defence counsel is mandatory (according to the Criminal Procedure Law) or the person wants that the defence counsel participated, the person directing the proceedings shall notify the senior of the sworn advocates of the territory of the relevant court process regarding the necessity to ensure the participation of a defence counsel in criminal proceedings or in urgent cases person directing the proceedings shall invite an advocate in conformity with the schedule of the advocates on duty. If the rights of a minor and the protection of the interests thereof are encumbered or otherwise not ensured, or the representatives submit a substantiated request, a person directing the proceedings shall take a decision on the retaining of an advocate as the representative of a minor victim. In exceptional cases, the person directing the proceedings shall take a decision on the retaining of the representative – advocate of a victim – needy or low-income person of legal age, if it is otherwise not possible to ensure the protection of the rights and interests of the person in criminal proceedings. The provision of legal assistance to the minor victim and representative of a minor victim is mandatory in criminal proceedings regarding a criminal offence that is related to the violence caused by the person from which the minor victim is materially or otherwise dependent, or for a criminal offence against morals and sexual inviolability. In these cases, the advocate shall be invited in the above order. In all of these cases according to the Cabinet of Ministers Regulation No 1493 of 22 December 2009 “Regulations Regarding the Amount of State-ensured Legal Aid, the Amount of Payment, Reimbursable Expenses and the Procedures for Payment Thereof” payments for legal aid providers are ensured from the funds of the State budget.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

libre choix de l'avocat

Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : For partial legal aid to the applicant for other than criminal cases - Annual income value - there is an indicated average monthly income, that is no more than 430 EUR, annual 5160 EUR.

Comment for partial legal aid to the applicant for other than criminal cases - Assets value:

There is a partly income and assets' system with some specific criteria (different to accused persons and victims, please see the answer No. 21). The person is provided with a lawyer, whose services are paid for from the state budget. According to the law on the reimbursement of these expenses in the state budget, it is necessary to make a relevant decision. The Criminal Procedure Law stipulates that the right to exemption from payment for the assistance of a defence counsel shall be determined by a person directing the proceedings by taking the final decision. If a person has been acquitted with a court judgment, procedural expenditures shall be covered from State resources. Procedural expenditures shall be covered from State funds, if the person from whom such expenditures are to be recovered is indigent. A court may release a convicted person from the recovery of procedural expenditures fully or partially in other cases as well, if the recovery may substantially affect the financial situation of a person who is a dependent of such convicted person. State resources shall cover the work of an interpreter, as well as procedural expenditures that are related to the participation of an advocate, on the basis of an assignment, in criminal proceedings, if a person directing the proceedings has released a person, in accordance with the procedures specified by law, from payment for legal assistance.

In a Constitutional Court process, civil matters and certain administrative matters, the state ensured legal aid (full) is available to a person, who:

- has obtained the status of a low-income or needy person (it is granted by the municipal social service; According to the Cabinet of Ministers Regulation No.299 "Regulations regarding the recognition of a family or person living separately as needy", adopted 30 March 2010 (regulation in English <https://likumi.lv/ta/en/en/id/207462-regulations-regarding-the-recognition-of-a-family-or-person-living-separately-as-needy>), a person is assigned a needy status. Each municipality is currently given the right to determine a different income level for a low-income person);

- suddenly finds itself in a situation and material condition which prevents from ensuring its rights (due to a natural disaster or force majeure or other circumstances beyond their control);

- is fully dependent on the state or municipality.

The partial state ensured legal aid in civil matters (in cases concerning the recognition of decisions of shareholder or stockholder meetings of capital companies as invalid, in cases arising from obligation rights, if the amount of claim exceeds EUR 150 000, and in cases regarding the protection of a trade secret against illegal acquisition, use and disclosure) is available to persons:

- whose income level does not exceed the national minimum monthly wage (in 2020 – 430 eur);

- whose property condition is appropriate for receiving the legal aid.

The Cabinet of Ministers determines the state of property and income level of the persons shall be regarded as appropriate for the receipt of legal aid and the procedures for the evaluation thereof (regulation in English <https://likumi.lv/ta/en/en/id/303872-regulations-regarding-the-eligibility-of-persons-for-the-state-ensured-legal-aid-considering-their-state-of-property-and-income-level-and-the-sample-form-of-the-request>).

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	5 160 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
 un autre juge ou fonctionnaire
 une instance extérieure au tribunal
 plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires Almost in all kind of cases there is the Legal Aid administration responsibility to grant or refuse legal aid: in a Constitutional Court process, civil cases and the certain kind of administrative cases the Legal Aid Administration has a responsibility to grant or refuse legal aid, in asylum cases the Legal Aid administration receive requests to grant legal aid from The Office of Citizenship and Migration Affairs or The State Border Guard, in another complicated administrative cases administrative court according the Administrative procedure law decide to grant legal aid or to refuse legal aid. In criminal proceedings – for provision defence and representation persons address the person directing the proceedings (investigator, public prosecutor or judge) in cases and under procedure laid down in the Criminal Procedure Law and the person directing the proceedings invites an advocate for providing legal aid.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- Oui
 Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Legal Aid Administration
26., 27. - Ministry of Justice

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.likumi.lv	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) www.at.gov.lv	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) www.tiesas.lv ; www.at.gov.lv	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi ; https://www.at.gov.lv/en/tiesu-prakse/judikaturas-nolemumu-arhivs https://www.tiesas.lv/e-pakalpojumi/e-veidlapas	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : -Selection of anonymized decisions;

-Archive of case-law decisions;

-forms of judicial documents.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : Every person can visit website following this link <https://tiesas.lv/> and obtain free-of-charge information about access to justice. The telephone number 116006 "Helpdesk for Victims of Crime", which provides victims of crime with emotional and psychological support and information on the victims` procedural rights and access to relevant organizations and information. Victim support websites: <http://www.cietusajiem.lv/lv/> became available for the victims of crime, where is useful information for victims of crime, their family members and witnesses. In addition State Aid Administration according to the law "On state compensation on victims" performing its main function helps people who are recognized as victims of the crime according the above-mentioned law. Every person can visit Legal Aid Administration website following this link <http://www.jpa.gov.lv/viegli-lasit-eng> and obtain free of charge information concerning victims of the crime. Furthermore, there is state guaranteed legal aid and free helpline for victims of crime at +371 80001801 that provides informational and psychological support. Victims of the crime can visit Legal Aid Administration to get some necessary information and also come the counselling free of charge sessions.

Comment - on specific for minor (child-friendly systems) - child support mechanisms are discussed in question 31.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Specially Protected Victim

(1) The following victims shall be specially protected:

- 1) a minor;
- 2) a person who is not able to completely exercise his or her procedural rights due to a mental or other health deficiencies;
- 3) a person who has suffered from a criminal offence directed against the morality or sexual inviolability of a person, or from human trafficking;
- 4) a person who has suffered from a criminal offence related to violence or threat of violence and committed by a member of the immediate family, former spouse of the victim or by a person with whom the victim has been in a continuous intimate relationship;
- 5) a person who as a result of a criminal offence has been, possibly, inflicted serious bodily injuries or mental impairments;
- 6) a person who has suffered from a criminal offence, possibly, committed due to racial, national, ethnic, or religious reasons.

(2) By a decision of the person directing the proceedings also a victim who is not referred to in Paragraph one of this Section, but who, due to the harm inflicted as a result of a criminal offence, is particularly vulnerable and is not protected from repeated threat, intimidation, or revenge, shall be recognised as a specially protected victim.

(3) Information regarding the status of a specially protected victim shall be indicated in the decision to recognise a person as a victim. The decision taken shall be notified to the victim and his or her representative, if any. The court shall recognise a victim as specially protected in accordance with the procedures laid down in Section 96, Paragraph four of this Law.

(4) If the circumstances referred to in Paragraph one or two of this Section have become known after a decision has been taken to recognise a person as a victim, the person directing the proceedings may take a decision to determine the status of a specially protected victim as soon as he or she has become aware of such circumstances. The decision taken shall be notified to the victim and his or her representative, if any.

(5) A specially protected victim may participate in procedural activities, with a permission of the person directing the proceedings, together with the trusted person, unless it is a person against whom criminal proceedings have been initiated, a detained, a suspect, or an accused.

(6) A specially protected victim may request and receive information regarding release or escape of such arrested or convicted person from a place of imprisonment or a place of temporary detention who has inflicted harm to him or her, if there is a threat to the victim and there is not risk of harm to the arrested or convicted person. Such request may be notified until making of a final ruling in criminal proceedings.

According to Criminal Procedure law there also are Special Features of Interrogation of a Specially Protected Victim in Pre-trial Criminal Proceedings (Section 151.1).

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire Minor is a specially protected victim in general.

The specially protected victim has the right to procedural action invite a trustee with the permission of the person conducting the proceedings, unless he or she is a person against whom criminal proceedings have been instituted, detained, suspected or accused.

The status of a specially protected victim will determine the wider rights circle - special interrogation procedure, the right to ask the court not to show the victim at the hearing heard in person, but by technical means, etc.

The specially protected victim shall also have the right to request and receive information on the release or escape of the arrested or convicted person from the place of imprisonment or temporary detention which has caused him or her harm, if there is a danger to the victim and no risk of harm to the arrested or convicted person.

It should be emphasized that the provision of legal aid to a minor victim and a representative of a minor victim is mandatory in criminal proceedings for a criminal offense committed by a person on whom the minor victim is materially or otherwise dependent, or for a criminal offense against morality or sexual integrity. If the minor victim or his or her representative has not entered into an agreement with a lawyer on the provision of legal aid at his or her own expense, he or she is provided with state-guaranteed legal aid.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]any age <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Civil procedure law: According to Section 72 of Civil procedure law - court cases for natural persons from 15 to 18 years of age shall be conducted by their statutory representatives. In the cases specified in law minors are entitled to independently exercise their civil-procedural rights and to perform obligations. In such case the statutory representatives of such persons may, in the discretion of the court, be called upon to assist such persons in conducting the case. Examples: Section 195 of Civil law states: As the independent property of children, which is removed from parental administration if the children have reached the age of sixteen, shall be acknowledged: 1) everything that the children have acquired by their personal work or by

independently working in an occupation, industry or commerce, etc. with the consent of the parents; 2) everything that is transferred by the parents, from the property owned by children, to their independent administration; 3) all the property given gratuitously to the children by kin or other persons on condition that the children administer and utilise such property independently, except for property which is granted for a specific purpose. Section 196 of Civil law states that where children have a dispute with their parents concerning their property, they may defend their rights by court process. Section 260 of Civil law states that the minor shall administer his or her independent property independently. He or she may conclude transactions in respect of this property within the limits of normal administration and he or she shall be liable for such to the extent of his or her independent property. If a minor, in accordance with the law enters into employment relations or is independently working in some trade, in a craft, in sales etc., he or she may conclude transactions which are necessary in connection with his or her independent work, and he or she shall be liable for such transactions to the extent of all his or her property. *According to Section 220 of Civil law - in exceptional circumstances and for especially good causes, when the guardians and closest kin of a minor attest that the behaviour of the minor is irreproachable, and he or she is able to independently protect and defend his or her rights and perform his or her duties, the minor may be declared as being of age of majority even before he or she has reached the age of eighteen, but not earlier than before he or she fully reaches the age of sixteen. And in accordance with Section 221- The majority before the term (Section 220) shall be granted by the relevant Orphan's and Custody Court, and its decision is subject to being confirmed by a court. For natural persons who have not attained the age of 15 court cases shall be conducted by their statutory representatives. Minor as a witness: Section 172 of Civil procedure law states that the examination of a minor shall be conducted, at the discretion of the court, in the presence of a statutory representative or a teacher. Such persons may ask questions to a witness who is a minor. In cases where it is necessary to determine the circumstances of a case, any participant in the case or any person present in the courtroom may, according to a court decision, be sent out of the courtroom during the examining of a witness who is a minor. After the participant in the case returns to the courtroom, he or she shall be acquainted with the testimony of the witness who is a minor and shall be given an opportunity to ask questions to such witness. Witnesses who have not attained 15 years of age shall be sent out of the courtroom after their examination, except for the cases where the court finds it necessary for such a witness to be present in the courtroom. Criminal Procedure law: (Exceptions from the threshold). Section 107. Rights of the Representative of a Victim (1) If a victim implements his or her interests with the intermediation of a representative, the representative has all the rights of the victim. (2) The representative of a minor victim who has reached the age of fifteen years may implement his or her rights together with the person to be represented. There are no other restrictions for other minors to initiate a proceeding. (Capacity for discernment). According to Criminal Procedure law Section 152 paragraph three a minor who has not reached 14 years of age shall not be notified regarding liability for refusal to testify and for knowingly giving false testimony.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input checked="" type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire Section 204 of Civil law states that where one of the parents is found to be an insolvent debtor, the property of the child shall be administered by the other parent or a special guardian appointed by an Orphan's and Custody Court for this purpose. Where both parents are found to be insolvent debtors, the Orphan's and Custody Court shall appoint a special guardian for the administration of the property of the child.

Section 267 states that where court proceedings arise between a guardian and a minor, and also in general where the interests of a

guardian and a ward conflict, the Orphan's and Custody Court shall appoint a special guardian for the ward. However, if the ward has several guardians, then one of them, who is a disinterested person, may conduct legal proceedings against the others.

A person against whom criminal proceedings have been initiated, detained person, suspect or the accused may not be a representative.

Criminal Procedure law

Section 89. Representative and Trusted Person of a Minor

[..]

(11) When deciding on the recognition of a person as the representative, the person directing the proceedings shall take into account the ability and willingness of this person to genuinely protect interests of the minor and shall evaluate his or her suitability for the achievement of the objective of criminal proceedings. A person against whom criminal proceedings have been initiated, detained person, suspect or the accused may not be a representative.

(2) The following persons may be representatives:

1) one of the lawful representatives (mother, father, guardian);

2) one of the grandparents, or a brother or sister of legal age, if the minor has lived together with one of such persons and the relevant member of the immediate family takes care of the minor;

(21) If the person referred to in Paragraph two of this Section does not exist, cannot be reached or refuses to participate, or the person directing the proceedings has not recognised this person in accordance with Paragraph 1.1 of this Section, another person of legal age which shall be indicated by the minor may be recognised as the representative.

(22) If the person referred to in Paragraph two of this Section or another person indicated by the minor is not recognised as the representative, a representative of an authority protecting the rights of children or such non-governmental organisation which fulfils the function of protecting the rights of children shall be recognised as the representative.

In civil proceedings, a minor is represented by his or her legal representative - a parent, guardian, etc. The minor does not have legal capacity in civil proceedings, it is exercised by its legal representative. Accordingly, this legal representative may be represented by a legal professional except in certain cases, such as family disputes, where it is important that the persons themselves, not the representatives participate in proceedings.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire Age threshold(s) - 14

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[11]

NA

NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[14]

NA

NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : If a minor is older than 14 years, according to Criminal law Section 65 the following forms of basic punishment shall apply: 1) deprivation of liberty; 2) probationary supervision; community service; 4) fine. The following additional penalties may be imposed on a minor without a basic sentence: 1) probationary supervision; 2) restriction of rights; 3) deportation from the Republic of Latvia. Also, according to Criminal law Section 66: A court may, taking into account the particular circumstances of committing a criminal offence and information received regarding the personality of the offender which mitigate his or

her liability, release a minor from the punishment adjudged by applying compulsory measures of a correctional nature prescribed by law. According to Law On Application of Compulsory Measures of a Correctional Nature to Children Section 6 The following compulsory measures of a correctional nature may be applied to children: 1) the giving of a warning; 2) to impose a duty to apologise to the victims if they agree to meet with the guilty party; 3) to place a child in the custody of parents or guardians, as well as other persons, authorities or organisations; 4) to impose a duty to eliminate by his or her work the consequences of the harm caused; 5) for a child who has reached the age of 15 and who has income - to impose a duty to reimburse the harm caused; 6) to specify behaviour restrictions; 7) to impose a duty to perform community services; or 8) to place a child in an educational establishment for social correction. Compulsory measures of a correctional nature may be applied to children from 11 to 18 years of age, unless it is otherwise specified in this Law On Application of Compulsory Measures of a Correctional Nature to Children.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- Oui, toujours
- Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : A person admitted a victim in criminal proceedings is entitled to the state compensation where an intentional criminal offence has resulted in:

- the death of a person;
- severe or moderate bodily injuries to the victim have been caused;
- morality or sexual inviolability of the person has been violated;
- the victim is a victim of trafficking in human beings;
- the victim has been infected with human immunodeficiency virus, Hepatitis B or C.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires Compensation can be paid in both pending and completed criminal proceedings.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions
- [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : A person admitted a victim in criminal proceedings is entitled to the state compensation where an intentional criminal offence has resulted in:

- the death of a person;
- severe or moderate bodily injuries to the victim have been caused;
- morality or sexual inviolability of the person has been violated;
- the victim is a victim of trafficking in human beings;
- the victim has been infected with human immunodeficiency virus, Hepatitis B or C.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
 Non

Commentaires Compensation can be paid in both pending and completed criminal proceedings.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
 Pour certains types d'infractions
 NAP

Commentaire - Veuillez préciser : A person admitted a victim in criminal proceedings is entitled to the state compensation where an intentional criminal offence has resulted in:

- the death of a person;
- severe or moderate bodily injuries to the victim have been caused;
- morality or sexual inviolability of the person has been violated;
- the victim is a victim of trafficking in human beings;
- the victim has been infected with human immunodeficiency virus, Hepatitis B or C.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
 Non

Commentaires Compensation can be paid in both pending and completed criminal proceedings.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A public prosecutor as a person directing the proceedings shall inform the person in good time of his or her right to be recognised as a victim in criminal proceeding. On the other hand, if a person is unable to express his or her desire to be a victim due to physical or psychological shortcomings, that person shall be recognised as a victim without his or her consent. A victim in criminal proceedings shall be informed of the progress of criminal proceedings of a criminal offence related to violence or directed against gender integrity or morality if that person makes such a request.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

- Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	45 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	103 420 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : The Ministry of Justice informs that it does not have a separate statistic about circumstances mentioned in Article 037.

The Ministry of Justice informs that the total amount of compensation in 2020 consists of non-pecuniary damages 69 889,70 euros, damages 31 471,31 euros, state social insurance contributions 1867,12 euros and personal income tax compensation 820,09 euros.

The Ministry of Justice also informs that the compensation procedure and the calculation method for the compensation is regulated in a Law on compensation for damage caused in criminal proceedings and administrative violations. According to Article 15 the compensation calculation method of non-pecuniary damages for one unjustified detention day is minimum wage for month divided by 30, then the result without decimal places is multiply by 2. For example compensation for one unjustified detention day in 2020 was 28 euros ((430 euros : 30 = 14,33 euros); 14 euro x 2 x 1 day = 28 euros).

In Latvia, there is no compensation in the categories "Non-execution of court decisions" and "Number of condemnations".

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le

degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

https://jpa.gov.lv/uploads/filedir/Klientu%20anketas%20apkopojums_2020_1.pdf

https://jpa.gov.lv/uploads/filedir/sniedzeju_anketas_apkopojums_2019.pdf

https://jpa.gov.lv/uploads/filedir/klientuanketasapkopojums_2020_vk.pdf Comment for Surveys for lawyers - state ensured legal aid providers, who were signed a state ensured legal aid agreements with the Legal Aid Administration.

Comment for surveys for the parties - recipients of the state ensured legal aid.

Comment for surveys for victims - victims, who have submitted a request for the state compensation to the Legal Aid Administration.

Other - Court administration annually makes internal surveys to the courts and Land Registry Offices in order to measure the satisfaction with the work of the Court Administration.

Starting from the 2015 in the national court portal www.tiesas.lv is published the surveys in order to improve the work of the judicial organization. Surveys is developed for court users and for sworn advocates, prosecutors and lawyers.

About (satisfaction) surveys aimed at judges and (satisfaction) surveys aimed at court staff - The Latvian Judicial Training Centre (LJTC) after the training of judges carries out surveys. They are not published.

Annually Court Administration makes a sociological survey of residents of Latvia "Attitude towards courts and interaction with the judicial process", where the assessment of judicial system is measured.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

Oui, veuillez préciser : Gender of participants, previous convictions, education, nationality, citizenship, age

Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Higher court - Existence of a time to deal with the complaint for this authority - time-limit of 30 days to deal with such complaints.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	333 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In the total number of specialised courts - legal entities are included 1 Administrative court and 1 Administrative Regional (appeal) court. Starting from 31.03.2021. in Latvia is created and operates the Economic Court. The Economic Court is not included in the

total number of specialized courts. In Latvia is also Constitutional court - which within the jurisdiction specified in the Constitution of the Republic of Latvia and in this Law, shall adjudicate matters regarding the conformity of laws and other regulatory enactments with the Constitution, as well as other matters regarding which jurisdiction is conferred upon it by this Law. The Constitutional court is not included in the total number of the courts.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Military courts is established in state of emergency or during a war. On 1 July 2020, amendments to the Law on Judicial Power came into force, providing for the establishment of the

Economic Court, which is competent for both certain types of civil and criminal cases. Accordingly, the Court is competent for specific commercial disputes and criminal cases, which cause significant damage to the business environment and economic development. The Economic Court is not counted yet in the total number of specialized courts, because it will start its action on 31st March 2021. As for Administrative court - first instance court is Administrative District Court and for higher instance is indicated Administrative Regional (appeal) instance Court.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	47 [] NA [] NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	55 [] NA [] NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	34 [] NA [] NAP
Le licenciement	34 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	34 [] NA [] NAP
Faillite	34 [] NA [] NAP

Commentaires This is the actual count of geographic locations of first instance courts where the following cases can be heard.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : More can be read here: https://e-justice.europa.eu/content_small_claims-42-lv-maximizeMS_EJN-lv.do?member=1

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Court count as legal entities and geographical locations are from Court administration data.

Question 45: Small claims are governed by Chapter 30.3 of the Civil Procedure Act: Articles 250.18 to 250.27, and further by Chapter 54.1: Articles 449.1 to 449.12.

Link to the law: <https://likumi.lv/ta/en/en/id/50500-civil-procedure-law>

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	550 [] NA [] NAP	105 [] NA [] NAP	445 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	380 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	317 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	135 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	104 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	35 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser health condition
- Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	550 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	72 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Première instance	380 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Deuxième instance	135 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Cours suprêmes	35 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : The courts of first instance of general jurisdiction do not explicitly distinguish between the specialisation of judges on the basis of the main types of cases, therefore there is not possible to distinguish the data between civil and or commercial cases and criminal cases.



=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	17 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	10 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires There are minor changes in data.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()
Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 666 [] NA [] NAP	130 [] NA [] NAP	1 536 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	1 040 [] NA [] NAP	88 [] NA [] NAP	952 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	498 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	480 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	113 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	92 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	15 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : The observed variations in the different categories are due to changes in court staff.

Other for Supreme Court - Division of case-law and research, Division of provision of regime of secrecy, Staff of the Secretariat of the Council for the Judiciary. Trainees are not included in the number provided of the non-judicial staff.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir

question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 666 [] NA [] NAP	130 [] NA [] NAP	1 536 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 214 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP	1 158 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	336 [] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	284 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	116 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	94 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : Personal data protection officer

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Court Administration, Supreme Court

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	461 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	181 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	280 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	302 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	105 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	197 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	93 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	52 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	66 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The increase in the number of prosecutors in court district level prosecutor's offices is related to the imposition of an obligation on the prosecutor of the court district level prosecutor's office, and not on the chief prosecutor of the district (city) prosecutor's office to perform the duties of a higher prosecutor.

Regarding the decrease in the number of women working in the Prosecutor General's Office, it must be concluded that in total the number of women working has decreased by 8 persons. One of the reasons could be reaching the maximum age for performing the duties prescribed by law or the death of a person.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires According to the law, the public prosecutor may work part-time, however, so far there are no known cases in practice where the public prosecutor would have requested to work part-time. In case of part-time work, the remuneration must be paid according to the time actually worked.

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	52 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	36 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	6 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	10 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : The data provides information only about persons performing the duties of head of prosecution office.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	397 [] NA	111 [] NA	286 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : General Prosecutor Office, Administrative Office

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

Oui, veuillez préciser	Non

Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques
- autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[X] les processus opérationnels

[X] la charge de travail

[X] les ressources humaines

[X] les coûts

[] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) The cost impact is also calculated; in cases where information systems have been implemented following a change in the law, there is always an assessment with budgetary implications.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les

tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires <https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi> and <http://at.gov.lv/lv/judikatura/judikaturas-nolemumu-arhivs>

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : All the data that could allow for the person to be identified are anonymised including names, surnames, licence plates, addresses, bank account numbers, other document ID's etc. <https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi> and <http://at.gov.lv/lv/judikatura/judikaturas-nolemumu-arhivs>

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires Reports are automatically generated and available at the website <https://dati.ta.gov.lv/>

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Court administration of Latvia is responsible for providing access to these data.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
---	--	--

Civile et/ou commerciale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui (X) Essai pilote () Non [] NA
Pénale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui (X) Essai pilote () Non [] NA
Administrative	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui (X) Essai pilote () Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires Information available in CMS - The Legal Aid Administration has established an electronic co-operation portal between the institution and legal aid providers.

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires "Experts": the tool deployment rate for court experts is about 50%, because the communication is not more than 50% by electronic means, since the decisions on the identification of the expert-examination are mainly in paper form, as they come with the expert-examination sites. Enforcement agents (specific legal framework): According Civil Procedure Law, the enforcement agent electronically submits the application for the corroboration of the immovable property in the name of the acquirer to the district (city) court through the Judicial Informative System. Likewise, the enforcement agent submits to the district (city) court a request for corroboration regarding making of a recovery notation.

Notaires (specific legal framework): Section E1 of the Notariate Law and other norms govern communication electronically. There is also a special regulation in the Land Register Law, which provides that a sworn notary shall submit documents to the Land Register electronically.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Partly yes, according to the Law on Judicial Power Section 27.1. the Court President before the beginning of each calendar year, shall plan and determine the objectives of the court work in relation to average time periods for the examination of cases in a court (the standard of time periods for the examination of cases) in cooperation with court judges. The standard of time periods for the examination of cases shall be determined by taking into account the court resources and the necessity to ensure the right of a person to the examination of a case in a reasonable time period and in conformity with other basic principles for the examination of cases. The Court President shall submit the standard case examination time limits for approval to the Judicial Council until 1 February of each year.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

- [X] satisfaction du personnel des tribunaux
- [X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [X] coûts des procédures judiciaires
- [X] nombre de recours
- [] taux de recours
- [X] clearance rate
- [] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires The indicators “productivity of judges and court staff” and “number of appeals” are taken into account when assessing the professional activity of a judge, because the objective of the assessment of the professional activities of a judge is to promote the continuous professional growth of a judge throughout his or her career, thereby improving the quality of the work of the judge and the court. An Annual evaluation of court staff is also carried out, which is essential for high-quality work of courts.

077-1. Concernant l’activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- [X] nombre de nouvelles affaires
- [X] durée des procédures (délais)
- [X] nombre d’affaires terminées
- [X] nombre d’affaires pendantes
- [X] stocks d’affaires
- [X] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- [] satisfaction du personnel des services du ministère public
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [X] pourcentage de condamnations et d’acquittements
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d’évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- (X) Oui
- () Non

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : Evaluation of courts activities are done mainly in two ways: every month and on a basis of request.

The evaluation can happen for a single court or instance at any time for a number of reasons.

An Annual evaluation of court staff is also carried out, which is essential for high-quality work of courts.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires Not currently, but there is a suggestion from State Audit Office and a subsequent proposition from Ministry of Justice and Court administration to the Judiciary Council to start to take court work statistical indicators into account when planning annual budget. If necessary, based on workload data resources can be allocated later within a court.

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : In accordance with the order of the Prosecutor General, a monthly report is prepared on the results of the public prosecutor's work in pre-trial criminal proceedings and the results of the work, which are not related to the progress of pre-trial criminal proceedings.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui

() Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : Court Administration – according to the Law on Judicial Power Section 107.1 states that the Court Administration is an institution of direct administration subordinate to the Minister for Justice which organises and ensures the administrative work of district (city) courts, regional courts.

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes

- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Court information system	<input type="checkbox"/>
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Courts administration of Latvia; Antonijas Street 6, Riga, LV - 1010

Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Department for Analysis and Management of the Activities of the Prosecutor General

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels

administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Courts are required to submit this report to the Judiciary Council annually before the end of January.

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The Public Prosecutor's Office shall draw up and submit a report to the Saeima on the progress made in the previous year and the priorities for the next year's activities.

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Not less than once every five years

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice, Court Administration, General Prosecutors Office, Law on Judicial Power

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires Section 478 and 479.of Civil procedure law. It is considered as a newly-discovered circumstance that allows our national court to review a case when violation of the European Convention on Human Rights by the ECHR is established. Section 655 of Criminal Procedure law. Criminal proceedings wherein a valid court judgment or decision, or prosecutor's penal order, exists may be renewed in connection with newly disclosed circumstances. The findings of an international judicial authority regarding the fact that a ruling of Latvia that has entered into effect does not comply with the international laws and regulations binding to Latvia shall be recognised as

newly disclosed.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil cases

In 2020 was only possible to secure a claim in monetary disputes and apply provisional measures in certain categories of cases, for example, in cases regarding infringement and protection of the intellectual property rights (Chapter 30.2), cases in respect of disputes regarding rights and provisional remedy claims in cases of insolvency proceedings (Chapter 30.7), Cases Regarding the Protection of a Trade Secret Against Illegal Acquisition, Use, and Disclosure (Chapter 30.8), cases arising from family relationships (Section 238.1, 244.10, 249.3 of Civil procedure law) and there is also provisional protection against violence (Chapter 30.5).

In 4/20/2021 amendments to the Civil Procedure Law came into force, which introduced a general regulation of provisional measures applicable in all civil disputes. Chapter 19 of Civil procedural law regulates the securing of claim and provisional remedies. For example – Section 137 states that, securing of a claim may be possible in monetary claims if there are reasonable grounds to believe that enforcement of the court judgment in the case may become problematic or impossible. However provisional remedies can be applied in any case (in any actions of monetary or non-monetary nature) if there are grounds for believing that the claimant's rights are or may be infringed until the decision enters into force and if the application of provisional measures is necessary to prevent possible serious harm. Provisional measures can also be applied in cases where, until the moment the decision enters into force an interim settlement of the disputed relationship is required, if this is necessary to prevent possible serious damage to the claimant.

Since 4/20/2021 in our Civil procedure law there are provisional measures that can be applicable in any cases and specific provisional measures that can be applicable in certain categories of cases because of their specific nature.

Administrative cases

Article 197, section 1 of the Administrative Procedure law stipulates that a court shall examine a request for an interim measure within a reasonable time limit by taking into account the urgency of the situation but not later than within one month from the day of initiation of the case but if the case has been initiated - from the day of receipt of the request.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil cases

In 2020, the Chapter 30.3 of Civil procedure law allows to examine cases of certain categories in the written procedure. For example, according to section 250.19 initiation and examination of cases of simplified procedure in accordance with the procedures provided for in

this Chapter shall be permissible only in claims regarding the recovery of money and recovery of maintenance. A judge shall commence a case of simplified procedure on the basis of a written statement of claim, if a principal debt or - in claim regarding the recovery of maintenance - the total amount of payments does not exceed EUR 2500 on the day when the claim was submitted. A court shall initiate a case regarding the recovery of child maintenance in the minimum amount determined by the Cabinet of Ministers if the obstacles referred to in the Maintenance Guarantee Fund Law exist which prevent a person from the receipt of maintenance in the minimum amount determined by the Cabinet from the Maintenance Guarantee Fund. The total amount of payments in claims regarding the recovery of maintenance shall be applicable to each child individually. In accordance with Section 250.20 a statement of claim in simplified procedure shall be drawn up in conformity with the sample approved by the cabinet (the person fills out a special form and submits it to court). In a statement of claim in addition to that specified in Section 128 of this Law it shall be indicated whether a plaintiff requests trial of a case in a court hearing, by substantiating his or her request. Section 250.25 states that if the court does not examine a case of simplified procedure in a court hearing in accordance with Section 250.26 of this Law, the case shall be examined in the written procedure, notifying the parties in a timely manner regarding the date when a true copy of the summary judgment may be received in the Court Registry, as well as inform regarding the composition of the court examining the case, and explain the right to apply for removal of a judge. The date when a true copy of the summary judgment is available in the Court Registry shall be regarded as the day of drawing up a judgment.

English version of Civil procedure law is available here - <https://likumi.lv/ta/en/en/id/50500-civil-procedure-law> Order for payment procedure

In Latvia there are two possibilities: the undisputed enforcement of obligations (Chapter 50 of Civil procedure Law) and the enforcement of obligations on court notice (Chapter 50.1 of Civil procedure Law).

Also, information in English version on order for payment procedure about Latvia is available here - https://e-justice.europa.eu/41/EN/european_payment_order?LATVIA&init=true&member=1

Since the 4/20/2021 amendments in Civil Procedure Law and now it is also possible to evict tenants from apartments in simplified procedure in accordance with Chapter 50. Criminal cases

According to Section 424 of the Criminal Procedure Law the person directing the proceedings may apply urgent procedures if: 1) the person who committed the criminal offence has been ascertained; 2) the person has committed a criminal violation, a less serious crime, or a serious crime; 3) the investigation may be completed within the time period and in the amount provided for urgent procedures. In urgent procedure the person directing the proceedings shall, without delay, but not later than within 10 days or, in cases when an expert-examination must be conducted, not later than within 30 days from initiation of criminal proceedings, shall submit the case materials with a cover letter to the prosecutor (Section 425, Para 2 of the Criminal Procedure Law) and the prosecutor shall, without delay, but not later than within 10 days after receipt of the materials of criminal proceedings, take the decision to transfer the case to a court (Section 426, Para 2 of the Criminal Procedure Law). Administrative cases

For example, the situation regulated in Article 64, section 2 of the Administrative Procedure law may be submitted only in court of first instance. The same order is for the situation regulated in Article 10, section 2 of the Law on Submissions what stipulates that an application on the administrative act or actual actions may be submitted to the Administrative District Court and a court judgement shall not be subject to appeal. Article 109, section 1 of the Administrative Procedure law stipulates that a court of first instance, an administrative case shall be examined by a judge sitting alone. If the case is especially complicated, the chief judge of the court of first instance may stipulate that the case be examined collegially. Article 112.1, section 1 of the Administrative Procedure law stipulates that an administrative case shall be examined in the written procedure without a court hearing unless the law prescribes otherwise. But Article 112.1, section 2 of the Administrative Procedure law stipulates that if a court believes that it would be more useful to examine a case in a court hearing, although the case is to be examined in the written procedure, it may, at its own discretion, determine examination of this case in the oral procedure.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Criminal Procedure Law Section 530. Abridged Judgments

(1) An abridged judgment shall consist of an introductory part, a descriptive part and an operative part.

(2) After declaration of the abridged judgment, a court shall issue an extract of the abridged judgment.

(3) A prosecutor, accused, victim, defence counsel or representative, as well as owner of property infringed during criminal proceedings

whose property has been seized, may, within 10 days from the day of declaration of the abridged judgment, submit a written request to the court regarding drawing up a full judgment. After the end of the time period for submitting the request, if the request is received regarding drawing up a full judgment, the court shall draw up the full judgment within 14 days by notifying the date of its availability.

(4) If due to the amount, legal complexity of a case or other objective circumstances a full court judgment is not drawn up in a laid down time, a judge shall notify a prosecutor, accused, victim, defence counsel and representative, as well as owner of property infringed during criminal proceedings whose property has been seized when a full court judgment will be available. Drawing up of a full court judgment may be postponed only once.

(5) An abridged judgment shall not be subject to appeal.

Civil procedure Law

According to Section 194 of Civil procedure Law - The court shall draw up a summary decision in cases of simplified procedure. A summary judgment shall be drawn up in accordance with the requirements of Section 193 of this Law, except for the descriptive part in which only the subject-matter of the claim, the laws and regulations on which actions of the participant of the case are based, as well as the claim, and the reasoned part in which only the laws and regulations according to which the court has acted, shall be indicated. The court shall prepare a summary judgment within 14 days.

Section 250.25 (2)1 states that in a simplified procedure the court shall draw up a full motivated judgement if the party submits a request for drawing up a judgment thereto in writing. The request shall be submitted to the court within 10 days from the day of drawing up the summary judgment, and that specified in the second sentence of Section 48, Paragraph four of this Law shall not apply to this period of time. The court may also, upon its own initiative, draw up a full motivated judgment.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	23 847 [] NA [] NAP	365 086 [] NA [] NAP	361 417 [] NA [] NAP	27 516 [] NA [] NAP	1 998 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	17 006 [] NA [] NAP	28 907 [] NA [] NAP	27 766 [] NA [] NAP	18 147 [] NA [] NAP	1 918 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	5 628 [] NA [] NAP	334 482 [] NA [] NAP	331 836 [] NA [] NAP	8 274 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	5 628 [] NA [] NAP	59 368 [] NA [] NAP	56 722 [] NA [] NAP	8 274 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	0 [] NA [] NAP	275 114 [] NA [] NAP	275 114 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	0 [] NA [] NAP	275 114 [] NA [] NAP	275 114 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 213 [] NA [] NAP	1 697 [] NA [] NAP	1 815 [] NA [] NAP	1 095 [] NA [] NAP	53 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires The number of resolved and incoming cases of general civil (commercial) non litigious cases are higher because there was significant increase on applications for the undisputed enforcements. Usually, cases on the undisputed enforcement are submitted electronically and solved in written procedure. The increment of such cases are probably closely connected with activities of creditors' intensity.

We cannot find the main reason why pending cases older than 2 years are resolved more than in previous years. Representatives of courts point out the effect of Covid19 restrictions because many old cases were re-classified from oral to written procedure if it was possible and if parties of case agreed to that.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. 1) Applications for securing claim prior to initiation of the matter in a court and for securing of evidence; 2) Applications for securing claim prior to initiation of the matter in a court; 3) Applications for securing of evidence prior to initiation of the matter in a court; 4) Applications for execution of obligations through the court; 5) Undisputed compulsory execution of obligations; 6) Execution of obligations in accordance with warning procedures; 7) Voluntary sale of immovable property at auction through the court; 8) Submitting the subject-matter of an obligation for safekeeping in the court; 9) Applications for Commercial Court adjudication

execution procedures; 10) Applications for arbitrary court decision compulsory execution; 11) Applications for property protection if there is no inheritance case; 12) Applications concerning execution of court adjudications.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	5 895 [] NA [] NAP	15 022 [] NA [] NAP	13 696 [] NA [] NAP	7 221 [] NA [] NAP	913 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	4 052 [] NA [] NAP	8 391 [] NA [] NAP	7 941 [] NA [] NAP	4 502 [] NA [] NAP	898 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 843 [] NA [] NAP	6 631 [] NA [] NAP	5 755 [] NA [] NAP	2 719 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Data on resolved severe criminal cases is decreased because of Covid-19 restrictions. We have already pointed out the limitations of court work: written procedure, prohibition of face-to-face meetings, cancellation of court hearings etc.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 945 [] NA [] NAP	4 495 [] NA [] NAP	5 006 [] NA [] NAP	1 434 [] NA [] NAP	69 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 323 [] NA [] NAP	3 384 [] NA [] NAP	3 715 [] NA [] NAP	992 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	28 [] NA [] NAP	192 [] NA [] NAP	193 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	28 [] NA [] NAP	192 [] NA [] NAP	193 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	594 [] NA [] NAP	919 [] NA [] NAP	1 098 [] NA [] NAP	415 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Data on civil (commercial) litigious cases (number of resolved and incoming cases) is lower due to the Covid19 pandemic. On March 14 2020 there was the state of emergency that affected the work of courts. In order to mitigate potential risks of virus, oral proceedings that did not involve serious violations of rights were cancelled. This restriction directly affected the number of resolved cases. Also, there were restrictions on appearance of persons in the court, that affected the

number of new claims or request - incoming cases. The first state of emergency lasted till June 2020. The second state of emergency started in November 2020.

Number on civil (commercial) non - litigious cases include the data like in the first instance. Mainly there are cases on undisputed enforcement. Usually, non-litigious cases are resolved in written (not oral) process, and during State of emergency oral processes were not allowed, but there were no restriction on written process. According to this the number of non-litigious cases are higher.

Number on incoming administrative cases are lower. It is connected with restrictions of state emergency situation when representatives from institutions could not check, revise, visit companies (individuals) in the face-to-face meetings.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	650 [] NA [] NAP	2 736 [] NA [] NAP	2 774 [] NA [] NAP	612 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	450 [] NA [] NAP	1 344 [] NA [] NAP	1 352 [] NA [] NAP	442 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	200 [] NA [] NAP	1 392 [] NA [] NAP	1 422 [] NA [] NAP	170 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. In 2020 there was changes in Administrative Procedure Law, that might affect the amount of resolved cases.

Furthermore, number of misdemeanour and / or minor cases are higher in the appeal courts because in last years the Constitutional court has declared several norms on administrative infringements are not incompatible with the Constitution of Latvia. This led to an increase of incoming administrative cases.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 500 [] NA [] NAP	1 953 [] NA [] NAP	2 295 [] NA [] NAP	1 158 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	647 [] NA [] NAP	1 104 [] NA [] NAP	1 332 [] NA [] NAP	419 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	2 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	1 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	1 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	851 [] NA [] NAP	826 [] NA [] NAP	940 [] NA [] NAP	737 [] NA [] NAP	124 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There has been gradual decrease of incoming cases: civil cases 1336 (2018), 1164 (2019), 1127 (2020) and administrative cases 850 (2018), 844 (2019), 826 (2020). There has been increase of examined cases per judge of the Administrative chamber (+4) and there was additional judge from the Civil chamber allocated to deal with administrative cases (February-September 2019) and substitute judge working at the Supreme Court (September-December 2020). As result the clearance rate for administrative cases in 2019 was 113% and in 2020 was 114%.

The clearance rate for civil cases (Civil chamber) was 120% which is explained by decrease of incoming cases and high number of examined cases per judge (97 cases). Decrease of non-litigious land registry cases is explained, first, by decrease of total numbers of

transaction, for example according to the statistics published by the State Cadastre, total number of transaction of land with buildings was 21619 in 2019 and 18616 in 2020. And, second, because majority of land registry cases of previous years concerned aspects of transformation of property rights (privatization and restitution) and economic activity before economic crises of 2008/2009 which are solved by now. Starting from 2019 the Supreme Court uses the same categories of cases as it is used in the first and second instance courts. Therefore previously used category „other cases” disappears.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 2000

() Non

Commentaires 400 criminal cases, 1017 civil cases and 583 administrative cases). This figure shows the total of cases refused to examine in cassation, grounds for refusal are different.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	141 [] NA [] NAP	686 [] NA [] NAP	650 [] NA [] NAP	177 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
During last two years 3 out of 8 judges (after increase of number of judges – 9 judges) have retired. Some additional time was needed to replace them (competition and appointment). There was significant decrease of examined cases in 2020 (clearance rate was 102% in 2019 and 95% in 2020) and increase of received cases in 2019: 734 (2018), 764 (2019) and 686 (2020).

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	1 046 [] NA [] NAP	1 254 [] NA [] NAP	1 327 [] NA [] NAP	973 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP

Licenciement	211 [] NA [] NAP	341 [] NA [] NAP	353 [] NA [] NAP	199 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP
Faillite	3 643 [] NA [] NAP	1 542 [] NA [] NAP	2 182 [] NA [] NAP	3 003 [] NA [] NAP	372 [] NA [] NAP
Vol avec violence	119 [] NA [] NAP	152 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	136 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	59 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP

Commentaires There are minor changes in statistical data due to Covid-19 pandemic. The pandemic affected the hearings of the cases and procedure, because there were several case groups that were solved in written way affecting average length of the hearings.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Statistical data on administrative cases in courts concerning asylum seekers and the right of entry for aliens are not calculated and listed separately.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Judicial remedies relating to asylum seekers:

The rights, including rights to legal remedies, of an asylum seeker are laid down in Asylum Law (adopted on December 17, 2015; in force since January 19, 2016) which transposes relevant EU asylum acquis.

According to the Asylum Law, an asylum seeker can appeal administrative decisions taken by the Office of Citizenship and Migration

Affairs in asylum cases to the Administrative District Court regarding asylum seeker's transfer to the responsible Member State, which will examine the application in accordance with Regulation No 604/2013; decision to leave the application without examination; decision to grant or refuse to grant refugee or subsidiary protection status and decision to discontinue examination of the application or refusal to reopen the examination of application, as well as the decision on the withdrawal of the refugee or subsidiary protection status. Furthermore, an asylum seeker has the right to appeal the decisions taken within the asylum procedure by the State Border Guard (detention, obligation to register in the SBG unit) to the District Court.

It is ensured that the documents submitted for the appeal procedure are translated from the State budget resources by the institution which examines the relevant application or claim. The information on the appeal procedure, as well as the decision of the District Administrative Court, which is final and can not be appealed, is provided in a language which an asylum seeker understands or is reasonably supposed to understand. Moreover, an asylum seeker is exempted from the State fee for the submission of an application to the court in the amount laid down in the laws and regulations. In case an asylum seeker does not have sufficient financial resources, he/she has the right to apply for the State ensured legal aid (free of charge) in the appeal procedure. The amount of the free of charge legal aid is determined in the relevant national legislation. If an asylum seeker appeals decisions taken by the State Border Guard, no financial means test is performed.

Judicial remedies relating to the right of entry and stay for aliens:

The rights of entry and stay for aliens are laid down in Immigration Law (adopted on October 31, 2002; in force since May 1, 2003). According to the Immigration law, a foreigner has the right to contest the decision to refuse, annul or revoke a visa by submitting a relevant application and other documents in Latvian, English or Russian to the institution which was responsible for taking the decision, in a procedure as it is specified in the aforementioned law. A foreigner may appeal the decision on the contested administrative act to the Administrative District Court in accordance with the procedures laid down in law. The adjudication of the court is final and cannot be appealed.

If a foreigner has been refused entry in the Republic of Latvia, he/she has the right to dispute in the diplomatic and consular representation the decision on refusal to enter within 30 days after taking of the decision. The request is examined by the Chief of the State Border Guard or an official authorised by him or her. A decision on the contested administrative act may be appealed to the Administrative District Court in accordance with the procedures laid down in law. The adjudication of the court is final and cannot be appealed.

An inviter or a foreigner for whom in accordance with national legislation an invitation for requesting a residence permit is not necessary, has the right to dispute a decision to refuse to issue or register a residence permit or to annul it to the Head of the Office of Citizenship and Migration Affairs and also to appeal to a court a decision that was taken by the Head of the Office of Citizenship and Migration Affairs. Regarding the foreigners, in relation to whom a removal order has been issued, the Head of the institution which has issued the removal order (either Office of Citizenship and Migration Affairs or State Border Guard) has the right to revoke the removal order, if the foreigner has applied for the voluntary return programme and the relevant international organisation has informed the institution, which issued the removal order.

An official of the Office of Citizenship and Migration Affairs or of the State Border Guard shall acquaint a foreigner in a language, which he or she understands or which he or she should justifiably understand, if necessary, using the services of an interpreter, with the voluntary return decision or the removal order, legal obligation imposed on the addressee, with the decision to include in the list and the decision on the entry ban in the Schengen territory included therein, explaining where and in what period of time the administrative act may be contested or appealed. Furthermore, upon request of a foreigner the institution, which issued the relevant administrative act, shall ensure the translation of the main components of the voluntary return decision or removal order (the establishment of facts, justification of the administrative deed, legal obligation imposed on the addressee, an indication where and in what period of time the administrative deed may be contested or appealed). A foreigner has the right, within seven days after entering into effect of a voluntary return decision or a removal order and the decision included therein to include in the list and to prohibit entering the Schengen territory, to contest these to a higher national authority. A decision of a higher authority may be appealed to the Administrative District Court within seven days from the day when it entered into effect. A judgment of the Administrative District Court may be appealed by submitting a cassation complaint to the Department of Administrative Cases of the Supreme Court Senate. A foreigner has the right to State ensured legal aid in the appeal procedure to the Administrative District Court in return cases, if he does not have sufficient resources, he/she is residing in the Republic of Latvia and execution of the voluntary return decision or removal order issued in relation to him or her is suspended. In cases, a person is detained according to the procedures laid down in the

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	50 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	69 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
Pornographie enfantine	26 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Data related on number of cases relating to child sexual abuse and child pornography are collected according to criminal Law of Latvia. Data on cases about child sexual abuse are collected according to the Article 159.2., 159.3., 160.3., 160.4., 160.5. Data on child pornography are collected according to the Articles 166.2., 166.3., 166.4 of Criminal Law of Latvia.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 13 [] NA [] NAP	267 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 5 [] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 25 [] NA [] NAP	211 [] NA [] NAP	115 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 3 [] NA [] NAP	735 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 25 [] NA [] NAP	226 [] NA [] NAP	99 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 75 [] NA [] NAP	396 [] NA [] NAP	110 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires In general, concerning the average length of proceeding in 2nd instance courts, the pandemic affected the hearings of the cases and the procedure, because there were several case groups that were solved in written way affecting average length of the hearings. If a concrete cases could not be seen in a written procedure, it was postponed until it could be examined in presence court hearing. Employment dismissal cases - The cases were adjudicated more in written procedure due to the Covid-19 pandemic. Robbery cases - the length of proceeding were also affected due to the Covid-19 pandemic, because cases were adjudicated more in written procedure without checking the evidence. Intentional homicide cases - the length of proceedings in first instance courts were longer, because due to the Covid-19 pandemic court cases could not take place in the face-to-face court hearings.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. There is no specific procedure as regards divorce cases.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Regardless of the type of case, the average length of proceedings is calculated = (judement`s date – appliciation date) / number of resolved cases.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[X] autres attributions significatives (veuillez préciser) : A public prosecutor is entitled to protect the rights and legitimate interests of persons and of the State in accordance with the procedures specified in the Law, as well as to submit an application for an action or an application to a court and to participate in the adjudication of cases in court. On the other hand, the criteria according to which the public prosecutor is guided when deciding the question regarding the need for verification are laid down in Section 16 of the Law on the Public Prosecutor's Office.

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

[X] affaire civiles

[X] affaires administratives

[] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	490 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	12 734 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	12 255 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	1 545 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	16 [] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	330 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	242 [] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	957 [] NA [] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	2 337 [] NA [] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	285 [] NA [] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	8 088 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	362 [] NA [] NAP

Commentaires Cases brought to court

8088 cases with the total number of criminal offenses - 14158

The vertical consistency cannot be ensured because in 2020, there were 520 cases that were added to other cases and 91 cases were returned to the investigative authorities to continue the investigation. These cases are not included in the subcategories of Q107. 3.1.4 Discontinued for other reasons: the cases included in this category are, for example, the cases in which the prosecutor took a decision to terminate criminal proceedings by conditionally releasing from criminal liability a person who has been accused of committing a serious crime and who has substantially assisted in the disclosure of a serious or especially serious crime that is more serious or dangerous than the criminal offence committed by the relevant person himself / herself. The information compiled in the information system of the Prosecution Office shows that in 2020, prosecutors took 2 decisions to terminate criminal proceedings based on Paragraph prim of Section 415 of the Criminal Procedure Law. Besides, for 2020, in this category are included 955 cases in which criminal proceedings were suspended.

3.3. Cases closed by the public prosecutor for other reasons: the cases included in this category are, for example, the cases in which the Prosecutor General has made a decision to terminate criminal proceedings against a person who has substantially assisted in the disclosure of a serious or especially serious crime that is more serious or dangerous than a criminal offence committed by such person himself / herself. In 2020, Prosecutor General has not terminated any criminal proceedings based on Article 410 of the Criminal Procedure Law. For 2020, in this category are included 285 cases that were sent in accordance with the relevant jurisdiction (including – abroad). The category “3.1. Discontinued during the reference year” decreased because 365 cases in which the prosecutor took a decision to terminate the criminal proceedings by conditionally releasing a person from criminal liability for the commission of a criminal offense or a less serious crime were included in the category “3.2. Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor”. This also explains the increase in the latter category.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

Total	Infractions graves	Infractions mineures
-------	--------------------	----------------------

Nombre total de procédures du plaider coupable	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	1 630 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : General Prosecutor Office

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- [] principalement par concours (concours ouvert)
 [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
 [X] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
 [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- [X] Une instance composée seulement de juges
 [] Une instance composée seulement de non juges
 [] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
 [] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : In 2020, the selection procedure for judges has changed.

Selection commission for candidates for the position of judge. It is composed only of judges.

Applicable to the courts of first and appeal instances - The selection of judges shall be performed by the selection commission of candidates for the position of a judge. The Minister for Justice shall direct candidates for appointment or approval. The judge shall be appointed or approved by the Parliament (Saeima). The court in which the duties of the judge are to be fulfilled shall be determined by the Board of Justice. Before the performance of the duties of a judge, the oath or solemn declaration shall be taken by the President of the State.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Judges of a higher court provide feedback on the professional skills of a judge by analyzing the quality of

the decisions taken. The highest court provides information on cases in which the prosecutor's protest has been received.

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : In accordance with Paragraph one, Section 1, of the Law on the Public Prosecutor's Office, the Prosecutor's Office shall be an autonomous (non-legislative and executive) judicial authority, which shall independently perform supervision over the observance of legality within the scope of the competence specified by law. The prosecutor's office has a separate budget.

This Law firmly stipulates that neither the Parliament (Saeima), the Cabinet of Ministers, nor any other State or local government institution or official, nor the persons have the right to intervene in the work of the Prosecutor's Office during the performance of the investigation of cases or other functions of the Prosecutor's Office. On the other hand, for attempts to illegally influence a prosecutor or to interfere with the activities of the prosecutor's office, the person shall be held liable under the law.

The independence of the public prosecutor in the taking of decisions, when examining specific cases, shall be determined by Section 5 and Section 6, Paragraph four of the Law on the Prosecutor's Office.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : In office, a higher prosecutor is entitled to give instructions or accept any case in his or her proceedings, but is not entitled to give instructions or to instruct the prosecutor to take action against his conviction

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Prosecutor General may remove from the examination of general and legal knowledge a person who has successfully passed an examination of the qualification of a judge or lawyer during the last three years who has previously worked for the position of prosecutor or who complies with the requirements of a judge, academic staff of the speciality of higher education law or a sworn lawyer for the candidacy of a prosecutor specified in Sections 34 and 35 of the Law of the Prosecutor. position.

However, in accordance with Section 33, Paragraph two of the Law on the Prosecutor General may release a person who complies with the requirements specified in Sections 34 and 35 of the Law referred to in Section 33 of the Law of the Prosecutor General, who conforms to the judge, academic staff of the speciality of high school law or a sworn lawyer, also from taking a qualification examination.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The decision of the Council of the Prosecutor General stipulates that applicants for the position of prosecutor shall be subject to an examination of general and legal knowledge. At the same time, in accordance with Paragraph 9 of the Statute for the selection of candidates for the position of prosecutors, the Prosecutor General may exempt from the examination of general and legal knowledge a person who has successfully passed a qualification examination of a judge or lawyer for the last three years, who has previously worked in the position of a prosecutor or who corresponds to a judge, academic staff of a speciality of high school law or a jury or a jury. a qualified lawyer for the requirements specified in Sections 34 and 35 of the Law on the Prosecutor's Office for standing as a public prosecutor. From 6 August 2021, the Prosecutor General may also remove from the examination of general and legal knowledge a person who has passed the State uniform legal qualification examination.

The assessment of the knowledge of applicants shall be performed by the Commission for the Qualification of Prosecutors, and the applicants who have successfully passed the examination shall be recommended for further evaluation by the Commission for the Certification of Prosecutors, who shall give an opinion regarding the conformity of the applicant with the status of the candidate for the position of a public prosecutor.

A traineeship agreement shall be concluded with this candidate until the decision on his or her eligibility for the position of public prosecutor has been decided. Only after the successful execution of the internship programme, the passing of the qualification examination and the receipt of the opinion of the Commission for the attestation of prosecutors regarding compliance with the position of the public prosecutor may the person be appointed to the office of the public prosecutor.

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : In the table is indicated the members of the Commission for the Qualification of Prosecutors.

The Commission for the Certification of Prosecutors are composed from 9 members (4 male, 5 female).

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Before raising a prosecutor in the position, the Commission for the Certification of Prosecutors shall issue an opinion regarding the conformity of the prosecutor with the position of prosecutor and shall make a proposal to the Prosecutor General to raise a specific prosecutor in the position. The Commission for the Certification of Prosecutors shall evaluate the quality and effectiveness of the performance of the professional duties of a public prosecutor, work experience, organisation of individual work, participation in refresher measures, statistical indicators of work, etc. criteria.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : A judge may be removed from office on a proposal from the Disciplinary Board of Judges or if the judge has been convicted and the judgment of the court has entered into lawful effect. A judge may be dismissed if a judge has received a negative opinion (negative assessment twice in succession) in the assessment of the professional activities of a repeat judge.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :in case of court reorganisation

[] Non

Commentaires According to the Law on Judicial Power, Section 73.2 prim, if a district (city) court is being reorganised in accordance with the Law on Judicial Power, the Judicial Council shall, upon a proposal of the Minister for Justice, decide on the transfer of a judge of the district (city) court (also without his or her consent) to work in another district (city) court within the territory of operation of the same regional court or the territory of operation of another regional court, if the reorganised district (city) court is merged with a district (city) court which is located in the territory of operation of another regional court. The Judicial Council shall determine the procedures by which the respective proposal shall be prepared and examined in a meeting of the Judicial Council.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

(X) Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

() Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

(X) Oui, durée de la période probatoire (en années) :0.5

() Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

126-1. Est-il renouvelable ?

- () Oui
 () Non
 NAP

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Court Administration, Prosecutor General Office

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

Fréquence de la formation

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	[]	[]	[X]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[]

Commentaires There is no equivalent training institution with regard to prosecutors. However, a successful cooperation can be observed for the last years between the LJTC and the Prosecutor's Office. Each year, prosecutors are granted the opportunity to attend seminars in a wide range of professional topics.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	168 631 [] NA [] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. A specialised training centre has not been established for the training of prosecutors, as is the case for judges - the Latvian Judicial Training Centre. However, the Prosecutor's Office has permanent cooperation with the Latvian Judicial Training Centre in relation to the provision of professional development (training) activities of prosecutors.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

1. Pour les juges	23 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	171 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . In 2020, due Covid-19 pandemic trainings were mostly organized in remote form.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	705 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	408 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	622 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	457 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	34 104 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 859 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 104 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 859 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	56 093 [] NA [] NAP	39 690 [] NA [] NAP	56 093 [] NA [] NAP	39 690 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	33 396 [] NA [] NAP	23 376 [] NA [] NAP	33 396 [] NA [] NAP	23 376 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	41 411 [] NA [] NAP	28 842 [] NA [] NAP	41 411 [] NA [] NAP	28 842 [] NA [] NAP

Commentaires Prosecutors shall be entitled to a supplement for the ranking of the public prosecutor, depending on the degree of office assigned. The ranking of a public prosecutor shall be assigned according to the position, professional knowledge, qualifications and experience of work.

Question 132 indicates the minimum gross and net public remuneration.

Discrepancies with data from the previous cycle are connected with changes in the Law On Remuneration of Officials and Employees of State and Local Government Authorities. Between 2019 and 2020 a gradual increase in salary has been introduced, the gross salary has been increased per EUR 1764 and the net annual salary increase per EUR 1203. The salaries for judges are reviewed annually according to the law.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. For judges:

According to the Law on Remuneration of Officials and Employees of State and Local Government Authorities, the financial benefits for judges are the following:

If a judge has received a positive statement in the regular assessment of the professional activity of a judge, a service supplement to the monthly salary shall be determined for the judge, except for a judge of the Constitutional Court, in the following amount: 1) after six years worked in the office - 5 per cent of the monthly salary; 2) after 10 years worked in the office - 10 per cent of the monthly salary.

- 1 paid holiday on the first day of school in connection with the commencement of the course of a child's school in classes 1 to 4;
- 3 paid holidays in connection with entering into a marriage;
- by graduating an educational institution for an official (employee) or the child thereof on the day of the release of a paid holiday;

- an allowance shall be paid to an official (employee) in connection with the death of a family member (spouse, child, parent, grandparent, adopter or adopted, brother or sister) or dependent in the amount of a minimum monthly salary of not more than one month;
- benefit up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year for an official (employee) for each disabled child on a dependent basis up to the age of 18;
- benefit up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year, leaving the annual paid leave;
- A judge who has been elected to the Council of Justice, the Disciplinary Board of Judges, the Judicial Ethics Commission or the Judicial Qualification Board shall receive a supplement in the amount of three per cent from the monthly salary specified for each session of the relevant institution of self-administration of judges visited by a judge of the district (city) court. The chairperson of the Judicial Council, the chairperson of the Disciplinary Board of Judges, the chairperson of the Judicial Ethics Commission and the chairperson of the Judicial Qualification Board shall receive a supplement in the amount of five per cent from the monthly salary specified for the district (city) court judge for each session of the relevant self-government body visited.
- A judge shall receive a supplement in the amount of three per cent from the monthly salary of the judge specified in the Law stated above, in accordance with the work schedule of the investigating judges or on a holiday day in accordance with the work schedule of the investigating judges, or he or she shall be granted paid rest time on another day of the week;
- Dismissal allowance in the amount of one monthly salary shall be paid to the judge, leaving office due to the health;
- A benefit shall be disbursed in case of the death of a family member (spouse, child, parents, grandparents, adopter or adoptee, brother or sister) or dependant in an amount of not more than one minimum monthly salary.
- Insurance of the health;
- Annual paid vacation for 5 calendar weeks, not including national celebrating days;
- The annual paid vacation is extended by three working days after every five years worked as the judge, but not more than 15 working days in total.

For prosecutors:

For example, in accordance with the provisions of the Law on the Compensation of Officials and Employees of State and Local Governments, a public prosecutor may receive:

- 1) a supplement in the amount of not more than 30 per cent of the monthly salary specified for him or her, if other duties are fulfilled in addition to his or her direct duties;
- 2) a supplement for one day of on-call in accordance with the procedures and in the amount specified by the Prosecutor General, but not more than 3 per cent of the monthly salary of the public prosecutor or a public prosecutor shall be granted paid rest time on another day of the week.

The public prosecutor shall be granted the following paid leave:

- 1) annual paid leave - five calendar weeks, not including holiday holidays;
- 2) after every five years worked by a public prosecutor, the annual paid leave shall be extended by three working days, but not more than 15 working days in total.

Other social guarantees:

- 1) the allowance due to the death of a family member (spouse, child, parent, grandparent, adopter or adopted, brother or sister) or dependant in the amount of a minimum monthly salary;
- 2) a severance allowance in the amount of one monthly salary in connection with the liquidation of the office of the public prosecutor's office or public prosecutor, a reduction in the number of prosecutors or because of the state of health;
- 3) a benefit up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year, leaving the annual paid leave;
- 4) health insurance;
- 5) a benefit of up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year for an official (employee) for each disabled child dependent under 18 years of age

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. A judge may, with his or her consent and the permission of the court president, be assigned to a court (also a higher-level court) for a specified period of time in a position other than the position of judge, the Ministry of Justice, the Court Administration, an international court, an international organisation or another institution within the framework of an international project (hereinafter - another institution). The judge shall receive the judge's monthly salary and the service supplement, unless the institution to which the judge has been appointed has taken over the obligation to pay him or her remuneration.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
-----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- (X) Juges uniquement
() Juges et représentants d'autres professions juridiques
() Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- (X) Oui
() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Judicial Ethics Commission is a collegial authority of the self-governing body of judges whose principal purpose is to provide opinions on the interpretation and infringements of ethical norms, as well as to clarify the ethical norms of judges. Functions of the Judicial Ethics Commission: at the request of the person entitled to initiate disciplinary proceedings, as well as, at the request of the Disciplinary Board or Disciplinary Court, to issue opinions on the interpretation and infringements of ethical standards; on his or her own initiative or at the request of the judges, to clarify and analyse the rules of the Code of Conduct of Judges, as well as to advise judges on matters on ethics; collect and prepare for publication findings and explanations on the interpretation and application of ethical standards; discuss breaches of ethical standards; develop rules of the Code of Conduct for Judges; decide to initiate disciplinary proceedings against a judge in relation to a gross violation of the rules of the Code of Conduct for Judges.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. A public prosecutor may be held liable for disciplinary action for failure to comply with the provisions of the Code of Conduct for prosecutors, but for gross violation of the rules of the Code of Conduct of prosecutors, a public prosecutor may be dismissed. In cases of the application of a disciplinary sanction, information shall be inserted on the internal home page of the Prosecutor's Office, which shall also contain information regarding the nature of the alleged violation. Decisions of the meetings of the Certification Commission regarding violations of the basic principles of the ethics of prosecutors shall be made publicly available. The meetings of the Commission for the Certification of Prosecutors, in which matters of the ethics of prosecutors are examined, shall be open.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :Minister of Justice

Autre (veuillez préciser) :The Judicial Ethics Commission, the Presidents of the Regional Court (Appeal Instance) for the judge of the Court of District (city) courts (First Instance).

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples

possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Judicial Disciplinary Board (Disciplinary Court may appeal the decision of the Judicial Disciplinary Board)

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Other of prosecutors: By 1 July 2020, the public prosecutor had been held to disciplinary action for the commission of an administrative violation, such as non-compliance with road traffic rules.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Section 44 of the Prosecutor's Office Law defines the disciplinary sanctions applicable to the public prosecutor: (1) note; (2) reprimand; (3) reduction of the monthly salary of the public prosecutor to 20 per cent for a period not exceeding six months; (4) demotion; (5) dismissal.

The Other column contains a disciplinary sanction - note (Reproof).

Other for judges- as additional sanction was imposed an extraordinary assessment of the professional work of a judge.

One case was terminate, in 4 cases no sanction was imposed.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Supreme Court, Prosecutors General Office

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	1 370 <input type="checkbox"/> NA	697 <input type="checkbox"/> NA	673 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : According Civil procedure law Article 82.1 there are exceptions to the general rules on the right of representation:

Natural persons and legal persons shall conduct cases in the court of first instance and the court of appeal instance themselves or through an advocate:

- 1) in cases which fall within the jurisdiction of the Economic Court;
- 2) in cases arising from the law of obligations, if the amount of the claim exceeds 150,000 euros;
- 3) in matters concerning the protection of a trade secret against unlawful acquisition, use and disclosure (Chapter 30.8).

Also according with Civil procedure law natural persons conduct cases in the court of cassation instance themselves or through a lawyer.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : The conditions of representation in civil proceedings are determined by Chapter 12 of the Civil Procedure Law. (<https://likumi.lv/ta/en/en/id/50500-civil-procedure-law>) Basically, natural persons may conduct cases in court personally or through their authorised representatives. Cases of legal persons shall be conducted in court by officials who act within the scope of powers granted them by law, articles of association, or by-laws, or by other representatives authorised by legal persons. There are also exceptions: Natural persons and legal persons shall conduct cases themselves or with the intermediation of an advocate in the court of first instance and the appellate court:

- 1) in cases within the jurisdiction of the Economic Court;
- 2) in cases arising from obligation rights, if the amount of claim exceeds EUR 150 000;
- 3) in cases regarding the protection of a trade secret against illegal acquisition, use, and disclosure (Chapter 30.8).

Natural persons conduct cases in the court of cassation instance themselves or only through an advocate.

It should be highlighted that in most of the cases, a persons is always represented either by a lawyer (or by a lawyer) or by himself, but other forms of representation cannot be excluded, and are already divided by proceedings:

1. In the administrative process, any may represent;
2. In civil proceedings, with the exception of certain categories of cases (those where the representation of the lawyer is mandatory), anyone can also actually;
3. In criminal proceedings, only lawyers (or themselves) defend the accused, others can also be represented by different entities.

Comment for cases which are ticked No - Consequently, the responses should be assessed in the context of a specific process, a specific type of case and an entity to be represented.

In criminal proceedings a victim - natural person of legal age may be represented by any natural person of legal age who is not subject to trusteeship, on the grounds of the authorisation of the victim, which is drawn up as a notarially certified power of attorney. An advocate also may be a representative.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :Administrator of insolvency

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: In accordance with the amendments to the Law on the Bar of the Republic of Latvia, the procedure has been changed when lawyers with a doctor's degree could become a lawyer without a special examination. The amendments stipulate that doctoral degree holders also take a partial examination to become a lawyer. All other candidates take the full exam to become a lawyer.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Advocates who work or may work with children, in accordance with the requirements specified in the Law on the Protection of the Rights of the Child, need to undergo a special training course for the protection of the rights of the child.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Advocacy Law, Bar association, Civil procedure law, Criminal procedure law, Law on the Protection of the Rights of the Child

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats

(c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires The exception is the providers of state-provided legal aid - their remuneration is determined by a regulatory enactment. in turn, during a privately concluded agreement, the client and the lawyer agree on a fee.

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : "the initiative comes from the Ministry of Justice collaboration with the bar association"

Commentaires They are approved by the Parliament (Saeima), but the initiative comes from the Ministry of Justice collaboration with the bar association.

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : A complaint regarding the actions of an advocate may be submitted to the Latvian Council of Sworn Advocates.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	15 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	7 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	6 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	2 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	13 [] NA [] NAP
1. Réprimande	2 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	11 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : 10 – issue a reproof; 1 – appropriate sanction

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires Court-annexed mediation is used in civil disputes to be resolved in court proceedings by way of action. Judges have an obligation to offer the parties the option of mediation at different stages of proceedings (after the initiation of the case, in the pre-trial stage, pre-trial hearing, or at any other point until the conclusion of the examining of the case on its merits.) However, parties are free to decide whether to opt for mediation or not.

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Latvian legislation does not stipulate the use of mediation as mandatory in any type of cases. Parties to a case may mutually agree to use mediation as a means of dispute resolution. The only reservation stipulated by the Civil Procedure Law pertains to cases where parties have, following the procedure stipulated in the law, mutually agreed beforehand that in case of a dispute, they would use mediation (e.g. by including such a provision in a contract concluded by and between them). A judge shall refuse to accept a statement of claim if the parties have, in accordance with the procedures laid down in law, agreed on the settlement of a dispute through mediation and evidence that a proposal to settle the dispute through mediation has been rejected has not been submitted, or a mediation agreement has not been entered into, or mediation has been terminated without reaching an agreement in accordance with the procedures laid down in the Mediation Law (Paragraph 31, Section 132 (1) of the Civil Procedure Law). In this case the judge's refusal to accept a statement of claim cannot be construed as an obstacle to submit an equivalent statement of claim to a court after having rectified the deficiencies.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires administratives	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Mediation for criminal cases is operated as a separate independent system, an integral part of probation. Such mediation processes are carried out by the State Probation Service. It's a voluntary settlement between a victim and a probation client, reached in a process of negotiations where a specially trained State Probation Service person is involved for the management of the settlement process. Settlement is based on the restorative justice approach used in the world to mitigate the effects of crime.

Regarding consumer cases it should be noted that certain out-of-court dispute resolution mechanism is established. Consumer Dispute Resolution Commission deals with disputes between a consumer and a seller or service provider.

Regarding administrative cases it should be noted that it is possible in cases where the institution has the freedom of action in raising a particular issue and can enter into an administrative settlement (agreement) specified in the Administrative Procedure Law.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Project "State co-financed family mediation" was launched in 2017 (in 2019 the project was suspended for lack of public funding but it restarted in January 2020) and provided support for families to solve their disputes affecting children. In each dispute parties could receive up to 5 hours of State paid mediation sessions (for 60 minutes each), provided by certified mediators. Parents, guardians or children's caretakers could apply even if the proceedings had already been initiated in court and there are a wide range of disputes that could be solved by means of mediation (v.g. parents' rights of access, children's maintenance, education, place of residence). In order to ensure the availability of mediation with the conditions of the project in 2020 and also in the following years and to make it easier for the Ministry of Justice to attract the necessary funding for its implementation, an amendment has been made to the Mediation Law. (came into force in 1st January, 2020). The Mediation Law strengthens the permanent function of the Ministry of Justice to implement measures aimed at resolving disputes related to the rights and interests of the child through mediation within the framework of budget.



=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	50 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP

Commentaires Data are available only about certified mediators. According legislation there can be practicing mediators and certified mediators. The former is a natural person selected freely by the parties who have agreed to conduct mediation while the latter, is a mediator who, in accordance with the procedures laid down in the laws and regulations, has acquired mediation and received a certificate which gives him/her the right to be included in the list of mediators.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Affaires familiales	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Source for question 166 – Council of Certified Mediators (<https://sertificetimediatori.lv/mediatori/>)

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Source for question 166 – Council of Certified Mediators (<https://sertificetimediatori.lv/mediatori/>)

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	94 [] NA	28 [] NA	66 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	94 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	66 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : Sworn bailiffs are appointed to the office for life and they may hold this office up to the age of 65 years. The Minister for Justice may extend this time period to 70 years of age upon a recommendation of the Council of Latvian Sworn Bailiffs.

Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Sworn bailiffs are appointed to the office for life and they may hold this office up to the age of 65 years. The Minister for Justice may extend this time period to 70 years of age upon a recommendation of the Council of Latvian Sworn Bailiffs.

According Law on Bailiffs, the Minister for Justice have the right to impose a disciplinary sanction - a removal from office.

8.1.2 Activités/ domaines de compétences



171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisies conservatoires des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles

Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : The efficiency of the enforcement of decisions of courts and other institutions is inextricably linked with the prompt and convenient acquisition of information necessary for the enforcement of such decisions. It is important that obtaining information from public registers and other sources is not difficult for sworn bailiffs and the process of receiving such information is fast and does not require additional resources (both financial and human resources). Thus, the introduction of information technologies for obtaining information (direct access to information systems, use of electronic signature) has promoted the efficiency of the work of sworn bailiffs.

Introduction of electronic auctions have helped to achieve purposes of enforcement proceedings – efficiently satisfy creditors' claims from the auction income and return the property into civil turnover, thus encouraging faster growth of the national economy in general – and furthers progress of enforcement procedure as a part of legal proceeding in general. A more convenient form of acquiring property has allowed to achieve several benefits: fair competition between bidders, anonymity, easy to use (even remotely), expand the circle of buyers, greater amount recovered for creditors.

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Article 80 of the Law on Bailiffs provides that the Cabinet determines the rates for the official activities of sworn bailiffs. Accordingly, The Cabinet of Ministers has adopted Regulation No. 451 of 26 Jun 2012 on the Rates of Remuneration for the Professional Activities of Bailiffs (available on <https://likumi.lv/doc.php?id=250209>).

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : The Commission of Disciplinary Matters. Includes 2 representatives of the Ministry of Justice, 2 representatives elected by the general meeting of the sworn bailiffs, 1 judge of the Supreme Court assigned by the Chief Justice of the Supreme Court. According to Law on Bailiffs the materials of the disciplinary matter initiated by the Minister of Justice or the Council of Latvian Sworn bailiffs examine the Commission of Disciplinary Matters. It's independent authority.

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

pour les affaires administratives	(X) Oui () Non
-----------------------------------	----------------------

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- () entre 1 et 5 jours
 (X) entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [] NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	7 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	1 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	6 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	7 [] NA [] NAP
1. Réprimande	1 [] NA [] NAP

2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	1 [] NA [] NAP
5. Autre	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : 2 disciplinary matters were terminated, in 2 cases The Commission of Disciplinary Matters decided not to apply a disciplinary sanction and send a decision to the Council of Latvian Sworn Bailiffs in order it will explain to a sworn bailiff the incorrectness of his or her activity.

Reprimand is meant as reproof.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : 186 – Civil Procedure Law. According to Civil Procedure Law a true copy of the judgment shall be sent to the participants in the matter who have not attended the court sitting, not later than three days after the judgment has been pronounced. It is considered that the judicial documents have been served on the seventh day from the day of sending, if the document have been sent by mail, or on the third day from the day of sending, if the documents have been sent by electronic mail. Thereby maximal timeframe to notify the decision to the parties is 1 day (if person have attended the court sitting and choose to receive the decision in person upon signature), 6 days (if the decision have been sent by electronic mail (3 days + 3 days) or 10 days (if the decision have been sent by mail (3 days + 7 days)). 187., 188. – Information provided by the Court System Supervision division of the Ministry of Justice of the Republic of Latvia.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Enforcement agents - according to Criminal Procedure law in order to execute a judgment and a decision in the part regarding confiscation of property, and other recoveries of a financial nature, a court send for execution to a competent State institutions or writs of execution to a sworn bailiff.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : Statistics report prepared by the Latvian Council of Sworn Bailiffs (available on internet home page for Latvian Council of Sworn Bailiffs <http://www.lzti.lv/statistika/>) Number of received enforcement cases (year 2020) – 6964 (includes court decisions in the part regarding confiscation of property, fines and other recoveries of a financial nature). Of which as fulfilled or partly fulfilled enforcement cases – 3674 (52,7%).

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	103 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	103 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):Citizenship (citizens of the European Union Member States) Age (persons who have attained the age of twenty five years) Language knowledge (persons who are fluent in the official language); Risk insurance (possible risk of loss as a result of the professional activity shall be compulsorily insured).

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : In accordance with paragraph 211 of Notariate Law - the Minister for Justice shall dismiss from office a sworn notary:

- 1) who has not concluded an insurance contract or has not made the regular insurance payment within the time period determined;
- 2) who subsequent to appointment or transfer has not commenced performing the duties of office within the time period determined (Section 13);
- 3) who has assumed a position in a State and local government institution or an undertaking or in private service (Section 15) without permission;
- 4) whom the court has declared to be an insolvent debtor;
- 5) against whom the criminal proceedings regarding commitment of an intentional criminal offence have been terminated for reasons other than exoneration;
- 6) who has been convicted for commitment of an intentional criminal offence regardless of extinguishing or setting aside the criminal record;
- 7) who has committed an intentional criminal offence earlier, but who has been released from serving the sentence;
- 8) who is under the trusteeship;
- 9) who has not passed the sworn notary extraordinary qualification test or repeat regular qualification test;
- 10) who has not passed a qualification test within the time period laid down in this Law.

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Légalisation des signatures/ Apostille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)

- Oui, exclusivement exercée par les notaires
 Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires
 Non
 NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Accept money, securities and documents for bailment; accept subject matter of an obligation for bailment; conduct inheritance matters; conduct divorce matters; perform other activities provided for by laws.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
 Droit de la famille
 Droit des successions
 Droit des sociétés
 Contrôle de la régularité des jeux de hasard
 Protection des personnes vulnérables
 Autres

Commentaires Other: Legalisation of public document issued in Latvia with apostille; insolvency law; obligations law; issuance of instruments of electronic identification of natural persons.

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
 Dans leurs relations avec leurs clients
 Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
 Registre du commerce
 Registre de l'état civil/ de la population
 Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
 Tout autre registre (veuillez préciser)the performance of the duties of a sworn notary may also have the right to receive information from other registers, such as the national register of vehicles and their drivers.
 Aucun

Commentaires Succession/Family law registry - is a register of succession maintained only by the notaries themselves.

Any other registry: the performance of the duties of a sworn notary may also have the right to receive information from other registers, such as the national register of vehicles and their drivers.

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaires ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Commentaires Any other registry (please specify) – Register of wills; and Register of power of attorneys.

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

[X] une instance professionnelle

[X] le tribunal

[X] le ministère de la Justice

[] le procureur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	(X)	()

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?



Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Administration of the Supreme Court

Commentaires The reply Yes is for the court interpreters of first and second instance courts. The reply No is for the Supreme Court. Interpreters are staff members of the Administration.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Court administration, Supreme Court

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance

et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : Law on Forensic Experts states that there is the Register of Forensic Experts (<https://eksperti.ta.gov.lv/en>), which is a public register containing information regarding all forensic experts operating in the State. The Register is established and maintained by the Court Administration. The certification examination specified for candidates and the recertification examination specified for forensic experts given by the Commission for Certification of Forensic Experts. The Commission examines the knowledge of a candidate in the specialty chosen, as well as evaluate the level of knowledge of the regulatory enactments regulating the activities of a forensic expert, his or her skill to draw up an opinion of a forensic expert. After examination the Commission submits the evaluation of candidates knowledge and the protocol of the examination to the Council of Forensic Experts, which takes a decision regarding issuance of a forensic expert certificate (validity period 5 years) considering the evaluation of Commission, evaluation of the reviewers of candidates "Expert opinion". After receiving forensic expert certificate a person is registered in the Register of Forensic Experts. Professional activity of forensic experts is regulated by the Law on Forensic Experts and by the Cabinet regulations, which is referable only to certified forensic experts.

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires <https://eksperti.ta.gov.lv/en>

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : The Register of Forensic Experts contains information regarding only forensic experts certified in accordance with the procedures specified in the Law. The Council of Forensic Experts suspended the operation of a forensic expert certificate for a time period which does not exceed two years, provided that: 1) the institution

in which the State forensic expert is working, or the private forensic expert has not submitted a methodology description in the relevant speciality to the Council of Forensic Experts; 2) the forensic expert has informed the Council of Forensic Experts regarding long-term absence (a parental leave, long-term disease). The Council of Forensic Experts has the right to suspend the operation of a forensic expert certificate for a time period which does not exceed two years, if: 1) the forensic expert is a person prosecuted or a suspect in criminal proceedings regarding committing of an intentional criminal offence; 2) a disciplinary matter has been initiated against the forensic expert; 3) the forensic expert has not fulfilled that laid down in Section 14, Paragraph two, Clause 3 of this Law. The Council of Forensic Experts shall terminate the operation of a forensic expert certificate, if: 1) forensic expert: - is a person prosecuted or a suspect in a criminal case regarding the committal of an intentional criminal offence; - has been sentenced for committing an intentional criminal offence (regardless of whether or not the conviction is extinguished or set aside);- has been convicted for committing an intentional criminal offence, but has been released from serving the sentence due to a limitation period, amnesty or clemency; - is person against whom criminal proceedings regarding an intentional criminal offence have been terminated due to a limitation period or amnesty; - has been held criminally liable, but the criminal proceedings against whom have been terminated for reasons other than exoneration; - is person under trusteeship. 2)the term of validity of the relevant certificate of the medical practitioner has expired for the forensic expert in the speciality of forensic-medicine expert and speciality of forensic psychiatry expert; 3)the term of suspension of a forensic expert certificate has exceeded two years; 4)the forensic expert has submitted a submission for termination of operation of the certificate; 5)a disciplinary sanction has been imposed repeatedly on a forensic expert for whom a disciplinary sanction has not been extinguished; 6)a disciplinary sanction has been imposed on a forensic expert - withdrawal of the rights of the forensic expert. The time period for which the operation of a forensic expert certificate is suspended is included in the time period of validity of the forensic expert certificate.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de tempsRegistration shall be valid until the expert's certificate is active.
- Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	316 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	137 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	179 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	397 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	212 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	113 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Other cases - 43 cases concerning the application of medical coercive measures and procedural coercive measures, 15 penalty enforcement cases, 3 Administrative infringement cases

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

() Oui

(X) Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[X] Les procédures disciplinaires

[] NAP

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : 1)Law of Forensic Experts
2)Criminal Procedure Law
3)Civil Procedure Law
4)Administrative Procedure Law
5)Register of forensic experts (<https://eksperti.ta.gov.lv/en>)

12.Les réformes dans le système judiciaire

12.1.Réformes envisagées

12.1.1Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : On 1 July 2020, amendments to the Law on Judicial Power came into force, providing for the establishment of the Economic Court, which is competent for both certain types of civil and criminal cases. Accordingly, the Court is competent for specific commercial disputes and criminal cases, which cause significant damage to the business environment and economic development. The Economic Court started its action on 31 March 2021. All indicated information below also applies to the overall information regarding the comprehensive reform plans.

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Activities to be identified as priorities in the 2022-2024 budgets.

There are five priorities regarding the budgets of district (city) and regional courts. The first is improvement of video conferencing and computer hardware infrastructure, increase of data flow speed; the second is the provision of leave allowance for judges; third – expansion of training programs and opportunities for professional improvement of judges, involvement of a psychologist in the process of selection of candidates for the position of a judge; fourth – implementation of activities related to the gradual implementation and improvement of the E-case reform; and fifth – full provision of services provided to courts (premises, postal services, security).

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Planned - educational institution.

The reform of the in-service training system for judges and prosecutors by establishing a single training centre – Judicial Training Centre. Maintaining the high qualification of judges, prosecutors and investigators and its continuous development is crucial for the quality investigation, preparation and trial of the case, as the public perceives the process as a whole rather than distinguishes different stages performed by different actors of the legal system. It is planned to implement the reform of the in-service training system for judges and prosecutors by the end of 2024. It will be implemented by the Court Administration in cooperation with the Prosecutor General's Office, the Supreme Court and the Ministry of the Interior, and the implementation will be monitored by the Ministry of Justice in cooperation with the Judicial Council.

Digital Court Solutions. Examination of "E-case" system online The implementation of the "E-case" program will continue in 2021, and the 1st phase, specifically on the improvement of investigation and judicial processes, is planned to be completed by end in the fourth quarter of 2021. The full implementation of the E-case is expected by 2023. Within the framework of 1st phase of the draft E-case programme, with the entry into force of the Administrative Liability Law on 1 July 2020, the work on administrative offence cases takes place in the new technological platform of the Court Information System developed within the draft E-case project "Informative Development of Courts". In 2020, as part of the pilot project, 11 courtrooms are equipped with screens for the examination of cases on-line ("E-cases"). Based on the results of the pilot project, it is planned to equip all courtrooms in Latvia by the end of 2021. Furthermore, digital solutions are being sought, with the development of scanning software and technical equipment within the e-file, such as the purchase of scanners and document cameras, for the conversion of paper documents into digital form. The Saeima of the Republic of Latvia (parliament) is considering the amendments of the Administrative Procedure Law (Reg. No. 887/Lp13), Civil Procedural Law and Criminal Procedural Law which, among other things, envisages to make the regulation applicable to electronic court proceedings. The aim is to move from a paper case to an electronic case. All case files, from the application to the decision, will be stored electronically and will be available to the participants in the proceedings remotely.

In order to strengthen the sustainability of the e-case, a unified national vision of e-case, to define an e-case legal framework and justification for data processing within the framework of the e-case sharing solutions platform, as well as to ensure coordinated monitoring and operation of the e-case, the draft law "E-case Sharing Solutions Platform Law" has been developed. The main objective of this bill is to provide officials who carry out civil proceedings, criminal proceedings, administrative infringement proceedings, administrative proceedings or enforcement proceedings, legal basis for processing personal data in an e-case sharing solution platform, as well as to establish legal prerequisites for the exchange of data between States information systems which are connected in an e-case sharing solution platform.

Implemented:

On 1 July 2020, amendments to the Law on Judicial Power came into force, providing for the establishment of the Economic Court, which is competent for both certain types of civil and criminal cases. Accordingly, the Court is competent for specific commercial disputes and criminal cases concerning particularly serious and serious crimes, which cause significant damage to the business environment and economic development. The Economic Court started its action on 31 March 2021.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Digital Court Solutions. Examination of "E-case" system online.

The e-case program envisages the introduction of electronic case investigation, court proceedings and the execution of sentences process, providing the parties to the case and other persons involved in the case with all information about the case electronically available in one place - from pre-trial proceedings to enforcement.

The implementation of the "E-case" program will continue in 2021, and the 1st phase, specifically on the improvement of investigation and judicial processes, is planned to be completed by end in the fourth quarter of 2021. The full implementation of the E-case is expected by 2023. Within the framework of 1st phase of the draft E-case programme, with the entry into force of the Administrative Liability Law on 1 July 2020, the work on administrative offence cases takes place in the new technological platform of the Court Information System developed within the draft E-case project "Informative Development of Courts". Planned:

- Implementation of E-case, Stage 2 – Accession of investigative authorities to a unified investigation and court proceedings – 2021 –2024;

- Implementation of E-case, Stage 3 – unified electronic process of investigation, court proceedings and enforcement of penalties, as well as cross-border cooperation within the framework of the European Union for data exchange in criminal proceedings – 2024 –2028.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The extension of the role of the Judicial council in the context of establishing a training center – Judicial Training Centre.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The reform of the in-service training system for judges and prosecutors by establishing a single training center – Judicial Training Centre. It is planned to implement the reform of the in-service training system for judges and prosecutors by the end of 2024. It will be implemented by the Court Administration in cooperation with the Prosecutor General's Office, the Supreme Court and the Ministry of the Interior, and the implementation will be monitored by the Ministry of Justice in cooperation with the Judicial Council.

In 2020, the Prosecutor's Office developed a training programme on the provision of the amount of evidence necessary for the investigation of money laundering, including the criminal policy and the confiscation of proceeds and the legal framework and application of the special confiscation of property in practice. An internal audit on the utility of the training programmes for prosecutors was carried out in 2021, as well as work on the development of a vocational training system for prosecutors has been launched. In 2021, in comparison with previous years, it has been determined that the Prosecutor General may exempt an applicant for the position of a prosecutor who has passed the State Unified Professional Qualification Examination of Lawyers from taking the general and legal knowledge test.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Reform regarding regulation of joint ownership rights.

1.Yes (planned) – reforms are just at the stage of a proposal, public discussion, drafting a concrete official document (strategy, law etc) or similar:

Taking into account the conclusions of the Supreme Court of Latvia on the need to upgrade the regulation of joint ownership rights, and also news about possible unfair behaviour in connection with the division of joint property in the media, a draft law was prepared, which provides for amendments to the Civil Law regarding division of joint property, and which is currently being considered by the Saeima (Parliament of the Republic of Latvia). The draft law determines a restriction to request division of the joint property for a certain period of time after the acquisition of the deemed shares in immovable property with residential premises in it, unless there is some important reason for it. It is also planned to determine in certain cases the right of the majority of joint owners to request the disposal of the presumed shares of the joint owner, as well as new ways of how to divide the joint property.

Reviewing regulation of the bill of exchange.

1.Yes (planned) – reforms are just at the stage of a proposal, public discussion, drafting a concrete official document (strategy, law etc.) or similar:

Taking into account the news in the media regarding the cases where a promissory note had been used for probably illegal activities to defraud an immobile property and money from individuals the current legislation regulating the bill of exchange is being reviewed - we are considering moving from issuing a promissory note as a private document to the public document. Reform regarding Inheritance Law.

1.Yes (planned) - reforms are just at the stage of a proposal, public discussion, drafting a concrete official document (strategy, law etc.) or similar:

On the basis of the study of the Ministry of Justice of Latvia "Problems of the Legal Regulation of the Inheritance Law Part of the Civil Law and the Necessity of Their Modernization" amendments to the inheritance Law (which is the second of four parts of the Civil law of Latvia) have been promulgated. But the forementioned draft law needs to be considered by the government first and then passed by the legislator (Saeima - Parliament of the Republic of Latvia) to come in to the force.

The aim of the amendments is to improve the system of acceptance of inheritance, to improve regulation of the liability of heirs, to improve the regulation regarding the procedure for satisfaction of creditors claims, to improve the rules on the guardianship of the estate, to improve the framework for inheritance division, as well as making other needed improvements.

Implemented:

The reform of juvenile criminal liability system.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : There is a debate on the need to strengthen the enforceability of mediated agreements in order to promote the wider use of mediation.

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Planned: reforms are planned, for example, about the regime of those sentenced to life, about the sentence serving regime levels in a partly-closed prison, enforcement of communication restrictions imposed by the court on an arrested persons, etc. Reforms are at the discussion stage.

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : (Planned) The Saeima of the Republic of Latvia (parliament) is considering the amendments of the Administrative Procedure Law (Reg. No. 887/Lp13), which, among other things, envisages the supplementing Section 21 of the Administrative Procedure Law with a special guardian's duty to hear the minor, inform the court and protect interests in the particular administrative case.

Project "Support for the Implementation of Barnahus in Latvia". The aim of the project is to introduce a unified one-stop support institution in Latvia for children affected by violence. The orphanage (Barnahus) is a world-renowned model of inter-institutional co-operation, with a special emphasis on the best interests of the child victim and the most lenient approach in case of intervention by law

enforcement agencies. The project must be implemented by the end of March 2024. The launched project includes not only the creation of premises and technical equipment, but also a new approach and a greater desire to cooperate in the interests of the child and the investigation. (Implementes) The amendments in the Criminal Law envisages the implementation of the reform of juvenile criminal liability - applying criminal liability to a juvenile only in certain cases. In this way, the reduction of the number of juvenile offenders will be achieved, as well as such reform will promote more successful integration of young offenders into the society, as well as in the labor market. The entry into force of the amendments is scheduled for January 1, 2022.

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Implemented:

Implementation has just started (in July 2021) - <https://likumi.lv/ta/id/322214-grozijumi-civilprocesa-likuma>. A new provisional remade has been introduced in Civil procedural law with amendments which came into force in 4/20/2021. The new regulation allows court to oblige the abusive person to take a social rehabilitation course to reduce the violent behavior.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Saeima of the Republic of Latvia (parliament) is considering the amendments of the Administrative Procedure Law (Reg. No. 887/Lp13), Civil Procedural Law and Criminal Procedural Law which, among other things, envisages to make the regulation applicable to electronic court proceedings. The aim is to move from a paper case to an electronic case. All case files, from the application to the decision, will be stored electronically and will be available to the participants in the proceedings remotely.

208-16. Autres

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Implementation has just started - <https://likumi.lv/ta/id/322214-grozijumi-civilprocesa-likuma>. As it was mentioned before regarding the provisional measures – In 4/20/2021 amendments to the Civil Procedure Law came into force, which introduced a general regulation of provisional measures applicable in all civil disputes - Chapter 19 of Civil procedure law (Please see the answer to question 87.).